

N° : 19 - XXL

By Lodj

31 12 25

DEBATS

SPÉCIAL FIN D'ANNÉE

RETRO
RETRO
RETRO
RETRO



Retro 2025

SOUS TENSION GÉNÉRALE

SOMMAIRE

GENZ

Quand les réseaux sociaux imposent leurs tempo au gouvernement
La lettre de la GenZ212 : une quête de reconnaissance et de protection royale
La Gen Z, la jeunesse et le cadrage politique
Données réseaux sociaux et mouvement de la génération Z au Maroc : quand le flux remplace le sens

MAROC À DEUX VITESSES

Maroc à une seule vitesse : synchroniser la croissance et l'égalité réelle

CONSEIL DES MINISTRES

Les fossiles s'accrochent : SM le Roi appuie sur Reset

SAHARA

Sahara marocain : la reconnaissance onusienne d'une solution réaliste et durable
Sahara : de la résolution au paradigme, naissance d'une souveraineté architecturale
La Résolution 2797 confirme la légitimité historique et politique du Maroc sur son Sahara marocain

FRAQCHIA

Commission d'enquête – Prix des viandes : maintenant ça devient intéressant

ÉLECTIONS 2026

2026 : le Code électoral en chantier

INONDATION SAFI

Safi : la crue, ce que les catastrophes révèlent et rappellent du Maroc

U20

Le triomphe mondial des U-20 marocains : l'aboutissement d'une vision royale et d'un projet national cohérent

CAN

CAN 2025 : le Maroc sous haute surveillance avec 6 000 caméras

SOCIÉTAL

Grande Toto, grande affluence, grande intolérance
Vrais-faux Masters et faux-vrais diplômes
Fake news : quand le scandale commence le jour où le mensonge n'est plus réservé aux puissants
Presse sous pression et réforme empressée

DIGITECH

De l'assistante savante à l'IA chef de projet : l'ère des Agents
Exposition virtuelle : l'histoire de l'IA de 1940 à 2025 en 20 tableaux à deux mains
ChatGPT-5 : l'IA qui écrit vos mails et les arnaques de vos escrocs

L'année qui s'en va et celle qui vient : Forrest Trump et l'Ukraine
En déclenchant la guerre économique, Trump pousse le monde vers l'inconnue
Gaza : l'accord de cessez-le-feu, une victoire diplomatique pour cacher un échec militaire

INTERNATIONAL

IDEBATS
SPECIAL FIN D'ANNÉE

LODJ

الرسالة
ARRISSALA - SA

Imprimerie Arrissala

RETRO
19
DÉC | 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

CONTRIBUTEURS DU NUMÉRO : ADNANE BENCHAKROUN - MUSTAPHA SEHIMI - AZIZ BOUCETTA
AZIZ DAOUDA - MOHAMMED YASSIR MOULINE - AZ-EDDINEBENNANI - MOHAMED AIT BELLAHCEN -
MAMOUNE ACHARKI - SAÏD TEMSAMANI - ABDESLAM SEDDIKI - SALMA LABTAR - NISRINE JAOUADI -
BRAHIM OULD ERRACHID - NAÏM KAMAL - ADNAN DEBBARH - HAFID FASSI FIHRI

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

INSÉRSION ARTICLES & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI & IMAD BENBOURHIM

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma



By Lodj WEB TV



100% digitale
100% Made in Morrocco



WWW.LODJ.MA

GENZ



RÉDIGÉ PAR

Adnane
BenchakrounQUAND LES RÉSEAUX SOCIAUX
IMPOSENT LEURS TEMPO AU
GOUVERNEMENT**Motos saisies, décision suspendue :
Le Maroc a-t-il frôlé une nouvelle
crise sociale ?**

En l'espace de quelques jours, une campagne de saisie de motos non conformes, lancée par l'Agence nationale de la sécurité routière (NARSA), a mis le feu aux poudres. Des centaines de vidéos ont circulé en ligne, montrant des conducteurs humiliés, des véhicules saisis par la police et un sentiment d'injustice généralisé. La contestation a rapidement pris de l'ampleur, au point que des collectifs de motocyclistes appelaient à une manifestation nationale ce dimanche.

Face à cette montée de tension, le chef du gouvernement, a pris une décision sage et radicale : suspension immédiate de l'opération, ouverture d'une période transitoire d'un an et annonce d'une révision des modalités de mise en conformité. Officiellement, il s'agit d'un geste de « sagesse » pour éviter l'escalade.

Officieusement, c'est une gaffe techno-politique de l'Agence, et un signal adressé à l'opinion : le pouvoir central reste à l'écoute.

Mais derrière cette apparente maîtrise, l'affaire révèle une réalité plus troublante : un gouvernement moins serein en fin de mandant, des institutions qui s'entrechoquent et des réseaux sociaux qui, de plus en plus, imposent leurs tempos.

**Officieusement, c'est une gaffe techno-politique de l'Agence, et un signal
adressé à l'opinion : le pouvoir central reste à l'écoute.**

Mais derrière cette apparente maîtrise, l'affaire révèle une réalité plus troublante : un gouvernement moins serein en fin de mandant, des institutions qui s'entrechoquent et des réseaux sociaux qui, de plus en plus, imposent leurs tempos.

Un ministre en colère

Abdelssamad Kayouh, ministre du Transport et de la Logistique, n'a pas caché son agacement. Depuis sa nomination, il s'efforce de donner une image d'écoute et de proximité. La décision de la NARSA l'a placé dans une position inconfortable : pris en défaut, alors même que c'est son département qui aurait dû piloter la stratégie.

Le ministre aurait alerté très tôt sur le risque social. Pour lui, il fallait d'abord lancer une campagne de sensibilisation, proposer des incitations à la régularisation et donner un délai suffisant. Mais ses recommandations ont été balayées semble-il. Pire : l'agence, soutenue par certains réseaux, a agi comme si elle pouvait imposer sa loi.

L'affaire met en lumière un vieux problème de gouvernance marocaine : les agences autonomes, créées pour « dépolitiser » certaines politiques publiques,

finissent parfois par rivaliser avec les ministères eux-mêmes. Le cas de la NARSA n'est pas isolé. On l'a vu avec d'autres agences (santé, énergie, environnement) qui développent leur propre agenda, souvent sans redevabilité politique directe.

Le chef du gouvernement en arbitre... et pompier ?

En stoppant net l'opération, le chef du gouvernement a voulu reprendre la main. Le calcul est double. D'une part, désamorcer la crise sociale : à quelques mois des élections de 2026, la coalition ne peut se permettre une mobilisation nationale qui aurait rappelé le spectre de certaines protestations précédentes toujours en mémoire chez les Marocains. D'autre part, envoyer un message à toute son administration : c'est le chef du gouvernement, et lui seul, qui tranche en dernier ressort.

Mais cette intervention soulève plusieurs interrogations. Pourquoi avoir attendu la veille d'une mobilisation nationale pour agir ? Pourquoi n'avoir pas anticipé les risques, alors que les vidéos virales circulaient depuis des jours ? En réalité, la décision traduit une forme de doute : le gouvernement n'a pas choisi, il a reculé sous la pression. C'est factuel, mais c'est tant mieux.

Cette impression d'hésitation pourrait être lourde de conséquences. Car elle nourrit un récit nihiliste et dangereux : l'État n'agit pas par conviction, mais agit par réaction ! Ce qui est évidemment faux, car personne ne peut demander à un gouvernement d'ignorer la réaction de ses citoyens.

Les réseaux sociaux comme nouveau parlement ?

Depuis quelques années, les réseaux sociaux jouent un rôle croissant dans la fabrique des décisions publiques. Cette affaire en est l'illustration parfaite. Ce ne sont ni les débats parlementaires, ni les communiqués officiels qui ont déclenché la suspension, mais la viralité des vidéos et la menace d'une mobilisation.

Autrement dit, le pouvoir politique réagit désormais aux signaux numériques. Cela peut sembler une preuve de réactivité démocratique, mais c'est aussi une culture à banaliser : un État qui gouverne par réaction ne perd pas forcément la maîtrise de son agenda. Mais il faut absolument que la « politique du buzz » finisse par s'imposer aux stratégies de long terme.

En l'espèce, les réseaux sociaux ont rappelé une vérité simple : les classes populaires, souvent ignorées dans les grands débats, ont trouvé dans la moto un symbole de dignité. Toucher à ce symbole, c'est risquer une explosion.

Le dilemme de la sécurité routière

Faut-il pour autant abandonner toute idée de régularisation ? Certainement pas. Le Maroc connaît un taux d'accidents de la route parmi les plus élevés de la région. Les motos non conformes en sont un facteur aggravant. Mais la solution ne peut pas être la répression aveugle.



Les experts en mobilité proposent plusieurs pistes :

des délais plus longs pour permettre la mise en conformité,
des aides financières ciblées pour les ménages modestes,
des alternatives de transport public fiables, pour réduire la dépendance à la moto,
une campagne pédagogique expliquant les enjeux de sécurité.

Ces mesures demandent de la cohérence, de la concertation et surtout du courage politique. Or, l'épisode actuel montre que le gouvernement s'est mis en situation de privilégier l'urgence à la stratégie.

Pour une certaine presse, il est difficile de ne pas lire cette affaire à travers le prisme des élections de 2026.

Chaque geste est désormais calculé en fonction de son impact électoral. Pour le gouvernement, le risque était clair : laisser prospérer une mobilisation massive, c'était offrir un boulevard aux oppositions, qui auraient dénoncé un gouvernement sourd et autoritaire.

À l'inverse, en stoppant la mesure, il tente de se positionner en « protecteur » des classes populaires. Mais cette récupération politique est fragile : nombreux sont ceux qui y voient une manœuvre opportuniste, et non un changement réel de cap.

Évidemment comme on pouvait s'y attendre ; les syndicats et les partis d'opposition ne ratent pas cette occasion pour dénoncer un « populisme de circonstance » qui ne résout rien sur le fond.

Et après ?

Abdelssamad Kayouh a annoncé qu'une nouvelle note ministérielle était en préparation pour encadrer les futures mesures. En clair : le ministère veut reprendre la main sur le dossier . Les motocyclistes, eux, se méfient : beaucoup craignent que la suspension ne soit qu'un sursis, et que la répression revienne après les élections.

Au fond, cette affaire pose une question plus large : comment concilier sécurité routière, justice sociale et crédibilité politique ? Tant que ces trois dimensions ne seront pas alignées, chaque décision restera fragile, exposée à la contestation.

Qu'on le veuille ou non, cela s'appelle la démocratie

La suspension de la saisie des motos n'est pas une simple mesure technique : c'est un révélateur du système décisionnel marocain. Des agences puissantes, un ministre politique, un chef du gouvernement en pompier, les ruelles des réseaux sociaux en arbitre : tout y est.

Ce n'est pas seulement une affaire de deux-roues, mais un miroir d'une gouvernance tiraillée entre technocratie, populisme et peur de la contestation spontanée et surdimensionnée.

Reste à savoir si le Maroc saura transformer cette crise en opportunité pour améliorer sa manière de gouverner ou s'il ignore simplement cet épisode, au risque de voir les réseaux sociaux écrire, à sa place, le prochain chapitre.



LODJ

 **WEB RADIO** *By Lodj*

R212

La web
Radio
des
marocains
du monde



WWW.LODJ.MA

GENZ

LA LETTRE DE LA GENZ212 : UNE QUÊTE DE RECONNAISSANCE ET DE PROTECTION ROYALE.



RÉDIGÉ PAR

Aziz Daouda

Loin de moi l'idée de donner écho à la soi-disant lettre adressée par un collectif se disant représenter la GenZ212, mais il est nécessaire de reconnaître que celle-ci mérite une lecture critique et une analyse permettant d'en comprendre le contenu, tant explicite qu'implicite.

Au plan psychologique, le recours à "l'expression d'un besoin de reconnaissance" est manifeste :

Le fait même d'écrire directement à Sa Majesté le Roi traduit une recherche de validation symbolique. Les auteurs cherchent en effet à se sentir entendus et à exister dans l'espace public. Le recours à un langage de frustration dans leurs doléances exprime une charge émotionnelle, mêlant désillusion face aux difficultés économiques, sociales et identitaires, et aspiration à un avenir meilleur.

La lettre révèle une tension entre idéal et réalité, illustrant un clivage psychologique typique de cette génération : un haut niveau d'ambition et d'exigence, mais aussi une fragilité et un sentiment d'impuissance face aux blocages structurels. On peut y voir une projection sur la figure paternelle : Sa Majesté le Roi est perçu comme l'arbitre ultime, le recours suprême, témoignant d'une demande implicite de protection et de réparation, que les institutions intermédiaires n'ont pas su apporter.

Au plan sociologique, il s'agit d'une génération en quête d'identité collective :

Le nom même GENZ212 (212, code téléphonique du Maroc) traduit une revendication d'identification en tant que groupe, et non plus seulement comme individus isolés. Cela illustre une conscience générationnelle émergente dans un contexte de défiance envers les structures établies. La lettre laisse transparaître une critique de l'État, des partis politiques, des syndicats et des institutions traditionnelles, jugés déconnectés des réalités de la jeunesse.

Cette jeunesse évolue dans un monde différent de celui des générations précédentes, recourant à l'usage du numérique comme levier. La préférence pour les canaux directs (réseaux sociaux, pétitions, lettres publiques) plutôt que la médiation classique, révèle une transformation sociologique des modes d'action collective, avec en toile de fond les inégalités sociales et territoriales.

Le contenu des doléances met probablement en lumière les fractures en matière d'éducation, d'emploi, de logement, de mobilité sociale, d'accès à la culture et à la santé. Ces thèmes témoignent d'une société où la jeunesse ressent un blocage de l'ascenseur social. En cela elle rejoint le sentiment général et malheureusement la non perception de tous les progrès réalisés.

Au plan politique, la lettre constitue un acte de contestation symbolique.

L'adresser directement à Sa Majesté le Roi peut être perçu comme une critique implicite de la gouvernance et des corps intermédiaires, contournant ainsi les canaux politiques classiques. Il s'agit d'un dilemme de la légitimité :

la GENZ212 ne parle pas au nom de l'ensemble de la jeunesse marocaine, mais se proclame représentative, soulevant la question de la représentativité et d'une possible récupération politique.

C'est probablement un signal pour les décideurs : si les canaux de dialogue institutionnel restent fermés, la jeunesse risque de se détourner durablement des institutions et de radicaliser son discours.

Le point positif est un véritable pari sur l'avenir. En se tournant vers Sa Majesté le Roi, elle place sa confiance dans l'autorité royale pour impulser une réforme structurelle, signe à la fois de loyauté et de constat d'échec des médiations démocratiques.

La lettre suscite par ailleurs une lecture critique du style et du ton. Le style est direct mais parfois naïf.

La lettre adopte un ton franc, souvent sans filtre, caractéristique des jeunes générations habituées à l'expression spontanée sur les réseaux sociaux, blogs ou vidéos. Cela confère une certaine authenticité, mais parfois au détriment de la rigueur argumentative et de la crédibilité. Le ton revendicatif oscille entre respect et défiance.

Le texte s'adresse à Sa Majesté le Roi avec des marques de déférence, tout en exposant des critiques franches à l'encontre de la société et de l'État. Ce double registre traduit une tension et un espoir : vouloir interpeller les responsables politiques tout en restant dans le cadre de la loyauté monarchique.

L'usage d'un vocabulaire collectif (« nous, les jeunes », « notre génération », « avenir du pays ») révèle une volonté de parler au nom d'une communauté. Cependant, l'excès d'emphase donne parfois l'impression d'un discours plus émotionnel que programmatique. Le langage est symbolique et identitaire, avec une absence de hiérarchisation des doléances. Les revendications sont listées comme un ensemble de frustrations, sans structuration claire en priorités ni propositions concrètes. Il s'agit donc davantage d'un ton plaintif que d'une démarche stratégique

Le style est hybride mêlant militantisme et plaidoyer, révélant une hésitation entre le ton d'un manifeste militant contestataire et celui d'une pétition adressée à l'autorité suprême de manière solennelle et respectueuse.

C'est parfaitement révélateur d'une génération qui cherche encore son registre discursif, convaincue comme ses aînés que toute amélioration ne peut advenir que dans le cadre choisi et défendu par l'ensemble de la nation .

Le style et le ton renforcent le caractère cri du cœur de la lettre : sincère, émotif et collectif. Toutefois, ils souffrent d'un manque de maturité rhétorique (structure faible, redondances, slogans plutôt que solutions). Politiquement, les propos cherchent à toucher sur le plan symbolique et à susciter le débat public.

La lettre de la GENZ212 est donc un acte hybride, combinant cri de détresse psychologique, revendication sociologique et geste politique. Elle met en lumière :

- un sentiment d'exclusion et de marginalisation chez les jeunes,
- un besoin de reconnaissance et d'écoute directe,
- une remise en cause des corps intermédiaires,
- une attente forte vis-à-vis de la monarchie comme garante de justice et d'un avenir rayonnant.

La lettre de la GenZ212 est finalement qu'une quête de reconnaissance et de protection royale.

Reste à dire que le phénomène n'est pas marocain et qu'il est arrivé au Maroc et qu'il est arrivé par osmose puisque présent dans plus d'une région. Les mouvements étant souvent amplifiés par l'usage des plateformes numériques, qui transforment des frustrations isolées en mobilisations collectives, malgré des différences géographiques ou culturelles, les écarts en développement et en démocratie.

Il ne faut également pas omettre de relever que la manipulation et l'impact de propos nihiliste ne sont jamais très loin.



GENZ

LA GEN Z, LA JEUNESSE ET LE CADRAGE POLITIQUE..

RÉDIGÉ PAR

Mohamed Ait
Bellahcen

Au Maroc, une génération lève la main et demande la parole. Elle ne réclame ni privilèges ni slogans creux : elle exige qu'on l'écoute, qu'on la respecte et qu'on la considère comme un partenaire politique à part entière. Le mouvement de jeunesse qui s'exprime aujourd'hui – multiforme, décentralisé, sans hiérarchie fixe – n'est pas une parenthèse émotionnelle. C'est un stress-test grandeur nature pour notre démocratie représentative, nos partis et nos institutions.

De la rue aux réformes : mode d'emploi pour renouer la confiance

Pendant des années, la relation partis-jeunes a été utilitaire : mobilisation électorale à bas coût, photos de meetings et promesses de « renouvellement ». Or, les jeunes ne veulent plus « tenir la banderole »,

ils veulent tenir la plume qui écrit l'agenda. Leur message est limpide : cessez la politique de réaction et passez à la politique d'anticipation. Cela implique de reconfigurer les partis en lieux d'idéation, pas en agences de communication saisonnières. La crédibilité se reconstruit en invitant les 18-30 ans dans les commissions qui comptent (éducation, santé, emploi, libertés publiques), pas seulement sur les affiches.

Cette génération est façonnée par d'autres référentiels. Elle consomme l'information en formats courts, vérifie les sources, compare en temps réel ce qui se dit et ce qui se fait. Elle a remplacé les tribunes fleuve par des fils Discord, les colloques interminables par des « spaces » de 15 minutes. Aux partis de s'adapter sans condescendance : parler clair, chiffrer, rendre des comptes. Aux médias, corollaire indispensable de la démocratie, de documenter les faits, dévoiler les conflits d'intérêts et offrir des espaces de débat où la contradiction n'est ni décor ni délit.

Sur le fond, les demandes ne surprennent personne : école publique efficace, hôpital accessible, lutte tangible contre la corruption, égalité des chances face au logement et à l'emploi, respect des droits. Dire que ces sujets sont « sociaux » et non « politiques » est une fuite sémantique : ils sont politiques par excellence, car ils tracent les frontières du contrat social. Quand les réponses tardent, la rue redevient un forum légitime. L'ignorer, c'est alimenter le cynisme ; réprimer, c'est le démultiplier.

La gestion des rassemblements récents a envoyé un signal contradictoire : l'État dit vouloir dialoguer, mais certains réflexes d'ordre public ont crispé la scène. La fermeté n'est pas un projet ; elle ne produit ni confiance ni solutions. Un État sûr de lui privilégie la désescalade, protège la liberté de manifester pacifiquement, isole les violences avérées et accélère le traitement judiciaire, avec transparence et proportion. Libérer rapidement les personnes dont l'innocuité est établie n'est pas une faiblesse : c'est un investissement dans la légitimité.

La génération qui exige des preuves..

Autre singularité du moment : l'horizontalité. L'absence de « chef » n'est pas une carence stratégique, c'est une assurance-vie contre la cooptation et la diabolisation. Négocier ne signifie pas nécessairement institutionnaliser un leadership ; cela suppose de fixer des protocoles publics de concertation (auditions ouvertes, streaming, comptes rendus horodatés) et de répondre à des plateformes de revendications structurées. La technologie rend cela possible, la volonté politique le rend effectif.

Que faire concrètement ? D'abord, ouvrir un cycle de réformes à horizon mesurable : un plan triennal pour l'école (priorité au primaire, formation des enseignants, évaluation indépendante), une trajectoire d'investissement pour la santé (soins de premier recours, maillage territorial, recrutement et rétention des soignants), et une stratégie anti-corruption opératoire (publication des contrats publics, registre des bénéficiaires effectifs, protection des lanceurs d'alerte). Ensuite, instaurer un mécanisme de suivi citoyen : tableaux de bord en accès libre, auditions parlementaires régulières incluant des représentants de jeunesse tirés au sort, indicateurs de résultat plutôt que d'effort budgétaire.

Aux partis revient une mue culturelle : quotas de jeunes sur les listes sont une béquille, pas une politique. Il faut ouvrir les finances, les idées et les postes d'influence ; assumer des lignes claires plutôt que des synthèses opportunes. À la jeunesse, un double défi : transformer l'indignation en propositions priorisées et maintenir l'exigence de non-violence, qui est une force politique et morale. À l'administration, enfin, d'abandonner la logique de guichet pour adopter celle de service : le citoyen n'est pas un administré, c'est un copropriétaire.

Reste le rôle d'arbitre du sommet de l'État. Dans notre architecture institutionnelle, il fixe les caps, rappelle les principes et demande des résultats. Le message attendu aujourd'hui n'est pas un coup de théâtre, mais une injonction à l'exécution : délais, responsables, audits et conséquences en cas de manquement. La confiance n'est pas un discours ; c'est une mécanique. Elle naît quand la promesse rencontre l'échéance.

La jeunesse marocaine n'est pas un problème à gérer ; c'est une chance à saisir. Elle ne réclame pas l'impossible : elle veut que l'ambition du pays se lise dans l'école de quartier, dans le service des urgences, dans la probité des marchés publics et dans la dignité des interactions quotidiennes. Si nous réussissons ce rendez-vous, nous ne réglerons pas seulement une crise : nous changerons d'époque.



GENZ

**DONNÉES, RÉSEAUX
SOCIAUX ET MOUVEMENT
DE LA GÉNÉRATION Z AU
MAROC : QUAND LE FLUX
REMPLECE LE SENS**



RÉDIGÉ PAR

*Az-Eddine
Bennani*

Le concept de « flood the zone with shit » désigne une stratégie de communication consistant à inonder l'espace public de messages et de contenus contradictoires afin de désorienter l'opinion et d'affaiblir la capacité critique des citoyens comme des médias.

L'idée est simple : saturer l'attention collective pour rendre toute analyse impossible. Peu importe la véracité ou la cohérence des faits ; ce qui compte, c'est d'occuper le terrain symbolique et de façonner la perception.

Ce modèle s'est désormais ancré au cœur de l'écosystème numérique mondial, porté par les réseaux sociaux, personnels comme professionnels.

Conçues pour maximiser l'engagement, ces plateformes récompensent la surenchère émotionnelle et la diffusion continue de contenus, favorisant une logique de saturation permanente. Or, il est essentiel de rappeler que ce qui circule sur ces réseaux n'est pas de l'information, mais une matière première composée de données hétérogènes : textes, images, vidéos, sons, réactions, fragments de conversations. Une donnée, en elle-même, n'a ni sens ni valeur décisionnelle.

Ce n'est que lorsqu'elle est interprétée, contextualisée et vérifiée, dans un cadre temporel et cognitif précis, qu'elle devient information, c'est-à-dire un savoir mobilisable pour comprendre ou agir. La confusion entre donnée brute et information interprétée produit aujourd'hui un emballement collectif, où l'émotion supplante la raison et où la vitesse du partage prime sur la compréhension du fond.



L'exemple du dernier mouvement de la génération Z au Maroc en offre une illustration frappante.

Porté par la spontanéité et la réactivité de cette jeunesse connectée, le mouvement a trouvé dans les réseaux sociaux un formidable amplificateur, mais aussi un miroir déformant. Des extraits, des images et des phrases isolées ont circulé à grande vitesse, souvent hors de leur contexte initial, transformant des éléments partiels en vérités perçues. Cette dynamique montre combien la matière numérique, sans médiation interprétative, peut alimenter à la fois l'indignation, la confusion et la récupération.

Même les réseaux dits « professionnels » n'échappent pas à ce phénomène. Sous couvert de débats d'idées, ils deviennent parfois des espaces d'influence et de communication instrumentalisée, où l'autopromotion et la mise en scène remplacent la réflexion collective. Le résultat est un environnement où tout semble urgent, mais où plus rien ne fait sens, car les cadres d'analyse s'effacent derrière le flux.

Face à cela, la réponse ne peut être purement technologique.

Elle doit être pédagogique, cognitive et culturelle. Il faut réhabiliter la lenteur, la vérification et le discernement ; former les jeunes générations à distinguer entre donnée et information ; promouvoir des espaces numériques où la qualité prime sur la quantité ; et replacer l'éducation informationnelle et la souveraineté cognitive au cœur des politiques publiques.

Car la souveraineté numérique n'a de sens que si elle s'appuie sur une souveraineté intellectuelle et culturelle, capable d'interpréter, de hiérarchiser et de comprendre avant d'agir. Le véritable enjeu n'est pas technologique : il est civilisationnel. Il s'agit d'apprendre à penser dans un monde saturé de données.



Car la souveraineté numérique n'a de sens que si elle s'appuie sur une souveraineté intellectuelle et culturelle, capable d'interpréter, de hiérarchiser et de comprendre avant d'agir. Le véritable enjeu n'est pas technologique : il est civilisationnel. Il s'agit d'apprendre à penser dans un monde saturé de données.

MAROC À DEUX VITESSE

RÉDIGÉ PAR

Mamoune Acharki

MAROC À UNE SEULE VITESSE : SYNCHRONISER LA CROISSANCE ET L'ÉGALITÉ RÉELLE

À Casablanca la conférence de l'Alliance des Ingénieurs Istiqlaliens a posé une question simple et dérangement comment faire coïncider l'essor visible des métropoles avec le quotidien rural où l'eau l'emploi et Internet restent des horizons inégaux. Entre diagnostics chiffrés et pistes opérationnelles les intervenants ont esquissé un virage à opérer sans ralentir les locomotives régionales pour tirer tout le pays

Maroc à une seule vitesse le pari d'une convergence et d'une synchronisation réelle entre territoires

Le moment fort vient avec Nizar Baraka, secrétaire général du parti de l'Istiqlal. Chiffres à l'appui, il remonte le fil des contrastes entre cartes et réalités : la pauvreté frappe quatre fois plus le rural (13 %) que l'urbain (3 %) ; trois régions pèsent 60 % du PIB ; au second semestre 2025, l'urbain gagne 113 000 emplois quand le rural en perd 107 000. L'accès aux services raconte la même histoire : en ville, l'eau potable frôle l'universalité (100 %), quand la campagne reste à 50 % ; 6,2 % des ménages urbains et 22 % des ménages ruraux n'ont pas Internet. L'indice de Gini, qui remonte de 38,5 à 40,5 entre 2019 et 2022, sonne comme un avertissement. Baraka nuance pourtant : cap maintenu sur l'investissement, avec plus de 55 milliards de dirhams pour désenclaver, et une électrification passée de 18 % en 1995 à 99 % en 2024. L'objectif n'est pas de freiner les régions performantes, mais de synchroniser les rythmes : locomotive en tête, wagons accrochés.

Le terrain de l'emploi reste le nœud de l'histoire. La jeunesse paie le prix le plus lourd : 35,8 % de chômage chez les 15-24 ans, 21,9 % chez les 25-34 ans, et 19 % chez les diplômés. Derrière ces chiffres, 1,5 million de jeunes hors emploi, études ou formation, majoritairement ruraux et féminins (58 % et 72 %). Autre angle mort : seules 20 % des femmes cherchent activement un travail, preuve que l'obstacle est autant culturel qu'économique.

L'école amplifie la fracture : alphabétisation inégale, 17 % d'analphabètes en ville contre 38 % en rural, et 34,4 % chez les femmes ; scolarité moyenne de 7,9 ans en urbain contre 3,2 ans en rural ; non-scolarisation initiale deux fois plus élevée à la campagne (62,7 % contre 29,9 %). L'accès au collège suit la même pente : 46,9 % en ville, pour 15,3 % en rural. En santé, la carte penche encore : 13,45 médecins pour 10 000 habitants à Rabat-Salé-Kénitra contre 2,92 à Drâa-Tafilalet ; 99 % des accouchements en établissement en ville, contre 75 % au rural ; et un besoin d'environ 30 000 médecins supplémentaires.

Que faire ? M. le ministre de l'équipement et de l'eau trace sept axes de marche : refonte de l'architecture territoriale et de la gouvernance ; programmes intégrés de développement rural ; diversification des revenus (agritourisme, agrotransformation, énergies locales) ; réforme de la protection sociale par les résultats ; maillage polycentrique et interconnecté ; consécration des femmes et des jeunes comme moteurs ; pacte moral et civique. Baraka pousse une idée simple et concrète : une « maison des services » dans chaque commune rurale, et un pacte des services publics dédié au monde rural.

Dans la foulée, Ryad Mezzour, membre du comex du parti de l'Istiqlal, prend le relais et revendique une méthode : diagnostic d'abord, action ciblée ensuite. Il décrit une coordination plus dense entre ministères et collectivités, et assume une vérité : le pays avance à des vitesses différentes, mais avance. Les outils esquissés veulent réduire l'attente citoyenne : sociétés régionales multiservices, groupes sanitaires territoriaux, réponses courtes et humaines à des besoins de long terme.

Le débat bascule ensuite vers l'efficacité des politiques. Zakaria Garti membre de l'alliance des économistes Istiqlalien, rappelle que le PIB a doublé en moins de deux décennies, mais que l'État évalue trop peu. Il propose d'aligner compétences et emplois, de muscler les politiques actives de l'emploi et de rehausser la productivité. Il défend aussi une voie rapide pour les NEET : bourses automatiques orientées vers l'OFPPT, exonération des frais, et un statut d'auto-entrepreneur renforcé pour sortir de l'informel. Le numérique devient une ligne de fracture annoncée : à l'horizon 2030, près de trois millions de Marocains risquent d'être hors réseau. Garti prône une tarification différenciée selon les zones.

Sur le terrain, Nadia Zeddou, fondatrice et DG de Green Wave voit la clé dans la convergence des politiques publiques : tant que la population n'est pas associée dès la conception, les grands projets restent des îlots. Elle plaide pour une ingénierie sociale à la bonne échelle : diagnostics fins, implication de la société civile, montée en compétences des décideurs locaux, accélération de la formation et de la digitalisation.

Casablanca s'invite au cœur du débat par la voix d'Abdellatif Maazouz, président du conseil régional et président de l'alliance des économistes Istiqlalien, : ville vitrine, investissements lourds, emplois trop rares, poches de pauvreté qui persistent. Sa réponse : créer des centres émergents, de vraies mini-capitales au sein des collectivités, concentrant services publics et sociaux de proximité. En matière de ressources humaines territoriales, il veut donner davantage de latitude aux gestionnaires locaux : recruter, fixer les fonctions et les rémunérations, attirer les talents au plus près des besoins.

En contrechamp, Allal Amraoui, président du groupe parlementaire Istiqlalien de l'unité et de l'égalitarisme met en garde : la marge d'action des parlementaires demeure très limitée, et la régionalisation avancée n'en est qu'à ses débuts. La répartition des investissements publics au PLF 2026 lui paraît globalement tenable, malgré des écarts entre régions. Mais, selon lui, tout se jouera dans l'exécution de la Charte de l'investissement.

Au sortir de la salle, le fil conducteur s'impose : synchroniser sans freiner ; évaluer sans alourdir ; rapprocher les services sans diluer les responsabilités. Un État évaluateur, des régions responsabilisées et un maillage de proximité peuvent faire passer le Maroc de la promesse au déclic. L'égalité réelle n'est pas un slogan : c'est une synchronisation et une cadence à prendre et à tenir.



CONSEIL DES MINISTRES

RÉDIGÉ PAR

*Mohammed
Yassir Mouline*



LES FOSSILES S'ACCROCHENT, SM LE ROI APPUIE SUR "RESET"

Le Maroc avance à deux vitesses, même sur la scène politique... Alors que Sa Majesté le Roi appelle les jeunes à rejoindre et à s'investir dans la vie publique et les encourageant matériellement et moralement à participer à la politique de proximité et au processus électoral... Certains dirigeants de partis, eux, s'accrochent à leur siège, refusant obstinément de céder la place... Des "leaders" fossilisés, provocateurs et parfois risibles, qui transforment la démocratie en musée de cire et finissent par dégoûter toute une génération de s'engager sérieusement dans la vie politique...

Ah, la politique marocaine ! Ce musée à ciel ouvert où les vitrines s'appellent "partis", les mannequins "leaders", et où chaque congrès ressemble à un inventaire du patrimoine fossilisé... On croyait que le dinosaure avait disparu depuis le Crétacé ? Que nenni, il s'est recyclé en secrétaire général à vie, espèce protégée par les statuts internes et la complaisance de ses militants...

Depuis des décennies, ces patriarches tiennent leurs partis comme on tient un héritage... ni à vendre, ni à partager, encore moins à léguer... Ils s'accrochent à leur fauteuil comme à une relique, persuadés que sans eux, le parti et peut-être le pays s'effondrerait... ils ont créé un champ politique où la jeunesse regarde le spectacle en streaming... sans jamais être invitée à monter sur scène... se sont des fossiles du suffrage ou comment momifier la démocratie ?!!

Quand un parti s'effondre, on blâme "la conjoncture", "les médias", ou "le voisin jaloux", mais surtout pas le capitaine du Titanic partisan. Ainsi, des "leaders" s'incrument à demeure, momifiés dans leur propre gloire, tandis que leurs militants deviennent des porteurs de cercueils électoraux... La démocratie interne est devenue une farce bien rodée... les statuts changent, mais pas les têtes... Les mandats se renouvellent comme des abonnements à vie, jusqu'à décès ou dissolution... Et pour entretenir le culte du chef, on distribue les postes comme des hosties, on pense peu, on prie beaucoup... se sont les "leaders éternels" et leurs zombies militants !!

Cette momification ne tue pas seulement les partis, elle stérilise tout le champ politique... Plus d'idées, plus de débats, juste des slogans jaillis de la naphtaline... Les jeunes, eux, regardent ce théâtre avec le même enthousiasme qu'un vieux feuilleton en noir et blanc, ils connaissent déjà la fin... Pendant que les universités produisent des cerveaux, des partis produisent des commissions... Pendant que le monde parle d'intelligence artificielle, nos formations pratiquent la bêtise institutionnalisée... Le cerveau politique est en coma prolongé !!!

Et puis, soudain, un coup de balai Royal... Lors du Conseil des ministres consacré au projet de Loi de Finances 2026 et aux nouvelles lois organiques sur les partis politiques et la Chambre des Représentants, SM le Roi Mohammed VI a tracé une nouvelle ligne de crête... Moraliser,

rajeunir et redonner du sens à la politique... Derrière la technicité des textes, une philosophie limpide... Le renouveau démocratique passera par la jeunesse, la probité et la compétence... Fini le recyclage des visages défraîchis... place à la génération qui code, qui vote et qui ose...

Une refondation silencieuse, mais révolutionnaire... SM Le Roi veut redonner la politique aux jeunes, pas en discours, mais en actes... 75 % de financement public pour les candidats de moins de 35 ans... Des circonscriptions régionales réservées aux femmes... et une mise à jour des règles internes des partis pour favoriser la rotation des élites et la transparence... Alors que les "anciens" continuent d'ajuster leur dentier électoral, le Maroc prépare sa greffe générationnelle... Les jeunes auront 75 % de financement... les anciens, 100 % de nostalgie !!

Ces réformes tracent les contours d'un nouveau pacte moral entre le pouvoir et la société... SM le Roi ne promet pas une démocratie parfaite, mais une démocratie vivante, débarrassée des parasites chroniques... Il ne parle pas de "rêves", mais d'"éthique" et de "mérite", des mots presque subversifs dans le lexique politique actuel... Car au fond, le message Royal est clair, on ne peut pas construire l'avenir avec des hommes du passé... Et tant que les fossiles siègent, la jeunesse s'exile dans le silence, l'humour noir ou les hashtags...

La réussite de cette réforme dépendra évidemment de sa traduction concrète... Le texte est une promesse, la pratique sera la preuve... Mais pour la première fois depuis longtemps, le Maroc semble vouloir s'attaquer non pas aux symptômes « abstention, désaffection, méfiance »... mais aux causes structurelles de la fatigue démocratique...

Dans un monde où les démocraties s'épuisent à force de promesses non tenues, Le Maroc bouge et tente un pari rare... Celui du rajeunissement par la loi et de la morale par le courage politique... Un pari qui, s'il réussit, pourrait bien transformer une génération spectatrice en génération fondatrice... SM le Roi trace la voie d'une relève propre, ambitieuse et lucide... Pendant ce temps, certains partis se disputent encore le contrôle de la clim du mausolée...

Les chefs à vie, eux, font grise mine... Eux qui s'étaient faits momifier au nom de "l'unité du parti" voient arriver le scalpel de la réforme... Car, disons-le franchement, certaines formations politiques ressemblaient plus à des Zaouïas électorales qu'à des laboratoires d'idées... Le guide parle, les disciples écoutent, et tout le monde sort convaincu que le Maroc changera... sans jamais changer de chef...

Sa Majesté le Roi, lui, a bien compris ce que les militants savent depuis longtemps... Le problème n'est pas la jeunesse apathique, mais les appareils séniles... Le Maroc aspire à la liberté, mais certains choisissent de demeurer dans l'oubli... Et au rythme des chants révolutionnaires de l'ancienne gauche, j'adresse un salut particulier au camarade opprimé... !!



SAHARA

SAHARA MAROCAIN : LA RECONNAISSANCE ONUSIENNE D'UNE SOLUTION RÉALISTE ET DURABLE



RÉDIGÉ PAR

Saïd Femsamani

Dans un monde où les avancées diplomatiques véritables se font rares, un tournant majeur s'est opéré, discrètement mais profondément, au siège des Nations unies à New York.

Avec l'adoption de la résolution S/2025/692, le Conseil de sécurité a consacré, pour la première fois avec une telle clarté, le plan d'autonomie marocain comme socle d'une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable à la question du Sahara marocain.

Ce texte n'est pas une simple prorogation technique : c'est un basculement diplomatique majeur, une reconnaissance internationale de la vision marocaine pour la paix et la stabilité régionales.

De l'ambiguïté à la clarté

Pendant près d'un demi-siècle, le langage onusien autour du Sahara marocain oscillait entre les principes et la prudence, entre les idéaux et l'immobilisme.

La résolution S/2025/692 rompt avec cette indécision. En qualifiant le plan d'autonomie marocain de « solution des plus réalistes » et en l'inscrivant comme base exclusive du processus politique, le Conseil de sécurité redéfinit le cadre du débat international.

L'époque des équivoques est révolue. Le référendum, irréalisable et obsolète, cède la place à une approche politique fondée sur le compromis, la responsabilité et le réalisme.

En clair, le Conseil consacre le Maroc comme l'acteur central d'une dynamique de paix crédible.

Le plan d'autonomie marocain : une crédibilité récompensée

Présenté en avril 2007 au Secrétaire général des Nations unies, le plan d'autonomie marocain offrait dès l'origine une vision moderne de la gouvernance locale, conciliant souveraineté nationale et participation démocratique.

Dix-huit ans plus tard, l'ONU reconnaît ce que de nombreux États avaient déjà compris : le projet marocain constitue la seule base réaliste, sérieuse et viable d'une paix durable.

Le texte prend soin de « noter le soutien exprimé par de nombreux États Membres » à ce plan — une formule diplomatique qui, derrière sa retenue, traduit une adhésion majoritaire de la communauté internationale à la position de Rabat.

Des États-Unis à la majorité des pays européens, en passant par l'Afrique et le monde arabe, le Maroc récolte aujourd'hui les fruits d'une diplomatie constante, visionnaire et cohérente, guidée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

Un nouveau réalisme onusien

En appelant les parties à négocier « sans conditions préalables et sur la base du plan d'autonomie marocain », le Conseil de sécurité place désormais la responsabilité politique entre leurs mains.

Loin de ressusciter des concepts figés, le texte affirme une approche contemporaine de la question du Sahara marocain : l'autodétermination à travers l'autonomie, non la sécession.

C'est un glissement fondamental — juridique, politique et philosophique.

L'ONU ne traite plus la question du Sahara marocain comme un dossier de décolonisation, mais comme un enjeu de gouvernance, de stabilité et de développement.

Une évolution que peu d'observateurs auraient jugée possible il y a encore dix ans.

L'avantage marocain : la stabilité et la substance

Ce basculement n'est pas seulement diplomatique, il est aussi factuel.

En deux décennies, le Maroc a transformé le Sahara marocain en une région dynamique et prospère, dotée d'infrastructures modernes, de pôles universitaires, de projets d'énergie renouvelable et d'une gouvernance locale avancée.

Les villes de Laâyoune et Dakhla incarnent aujourd'hui le succès d'un modèle de développement régional salué au-delà des frontières. Plus de trente pays y ont ouvert des consulats, acte diplomatique fort qui confirme la reconnaissance internationale de la souveraineté marocaine.

À l'inverse, la stagnation dans les camps de Tindouf illustre l'échec du séparatisme et la tragédie humanitaire d'un statu quo artificiellement entretenu.

La résolution du Conseil exprime d'ailleurs une grave préoccupation face à cette situation et réclame l'enregistrement effectif des réfugiés — une exigence de transparence trop longtemps ignorée.

Un tournant stratégique et transatlantique

Autre fait marquant : le texte « se félicite de la disposition des États-Unis à accueillir les négociations » sous l'égide de l'Envoyé personnel, Staffan de Mistura.

Cette mention explicite ancre le dossier du Sahara marocain dans une dynamique transatlantique claire, où Washington, Bruxelles et de nombreuses capitales africaines partagent une même conviction : le Maroc est le pilier de la stabilité régionale.

Le Royaume a su imposer, par la constance de sa diplomatie, une position d'équilibre et de crédibilité, alliant ancrage africain, vocation arabe, ouverture atlantique et partenariat euro-méditerranéen.

Le Conseil de sécurité ne fait ici qu'entériner une réalité déjà largement reconnue sur le terrain.

Vers une nouvelle mission onusienne

La résolution invite le Secrétaire général à présenter un examen stratégique du mandat futur de la MINURSO dans les six prochains mois.

Ce passage, passé presque inaperçu, ouvre pourtant une perspective historique : la transformation d'une mission de surveillance en acteur de soutien à une solution politique.

C'est le signe que les Nations unies se préparent à tourner la page du statu quo pour accompagner la mise en œuvre progressive de l'autonomie du Sahara marocain.

L'effacement du discours séparatiste

Face à cette dynamique, le discours du Front Polisario apparaît plus isolé que jamais.

Son refus obstiné du compromis et son incapacité à proposer une alternative crédible le marginalisent sur la scène internationale.

L'ONU, par cette résolution, adresse un message sans détour : la patience de la communauté internationale a des limites, et la voie de la paix passe par le réalisme, non par l'immobilisme.

Une victoire diplomatique et morale du Maroc

Le Maroc n'a pas remporté une victoire contre un adversaire, mais une victoire pour la paix.

En imposant la raison au lieu du slogan, la stabilité au lieu de l'idéologie, il a montré que la souveraineté et l'autonomie ne s'opposent pas, mais se complètent.

Cette approche pragmatique, fondée sur le développement et la légitimité, devient désormais la référence internationale en matière de résolution pacifique des différends régionaux.

Le Sahara marocain n'est plus un dossier en suspens.

C'est une réalité politique, territoriale et diplomatique pleinement reconnue, soutenue par une majorité croissante d'États et consacrée par la plus haute instance des Nations unies.

Une dynamique irréversible

La résolution S/2025/692 ne clôt pas seulement une page : elle ouvre une ère nouvelle.

Elle scelle une trajectoire diplomatique irréversible, fondée sur la légitimité, le compromis et le développement.

Le Maroc, fidèle à la vision royale et à son rôle de force tranquille dans la région, a su transformer le combat pour l'unité nationale en un modèle de paix, de stabilité et de coopération régionale. Comme l'a résumé un diplomate onusien à l'issue du vote :

« Le Maroc n'a pas gagné par la force, il a gagné par la crédibilité. »

Et c'est bien là, dans cette victoire du réalisme et de la légitimité, que se trouve le véritable triomphe du Royaume : faire de la paix au Sahara marocain un projet d'avenir partagé.



SAHARA

SAHARA : DE LA RÉSOLUTION AU PARADIGME, NAISSANCE D'UNE SOVERAINETÉ ARCHITECTURALE



RÉDIGÉ PAR

Adnan
Debbagh

Derrière l'apparente continuité diplomatique, la résolution 2797 du Conseil de sécurité marque un tournant silencieux mais fondateur : celui du passage d'une souveraineté proclamée à une souveraineté construite. Adnan Debbagh déploie dans cette chronique une analyse originale, envisagées sous l'angle d'un nouveau paradigme de souveraineté où le Sahara n'est plus le théâtre d'un différend, mais l'atelier d'un modèle. Dans cette mutation profonde, le Maroc impose une nouvelle grammaire politique — celle d'une souveraineté architecturale, où la légitimité se mesure non plus à la revendication du droit, mais à la capacité de bâtir un ordre cohérent, inclusif et durable.

La résolution 2797 du Conseil de sécurité n'a pas bouleversé le lexique du dossier du Sahara ; elle en a déplacé la grammaire.

Derrière son apparente continuité de langage, elle opère un basculement discret mais décisif : le Sahara n'est plus seulement l'objet d'un différend, il devient le cadre d'un modèle.

Le champ du conflit cède la place à celui de la structure. Le territoire cesse d'être le lieu d'une revendication pour devenir celui d'une projection. Dans cette inflexion silencieuse se joue la naissance d'un nouveau paradigme : celui d'une souveraineté architecturale.

Depuis près d'un demi-siècle, le débat sur le Sahara a été dominé par la dialectique du droit et du fait.

D'un côté, les tenants d'un référendum d'autodétermination ; de l'autre, la réalité d'une administration et d'un développement continus.

La résolution 2797, sans rompre avec les principes onusiens, réordonne cette opposition : elle substitue à la logique de la confrontation celle de la construction. Elle ne tranche pas le passé ; elle dessine l'avenir. En privilégiant la stabilité, la coopération régionale et la gouvernance, elle entérine une forme nouvelle de pacification : non plus par la confrontation des mémoires, mais par la fabrication du réel.

C'est là le véritable basculement.

La résolution 2797, sans rompre avec les principes onusiens, substitue à la logique de la confrontation celle de la construction. Elle ne tranche pas le passé ; elle dessine l'avenir. En privilégiant la stabilité, la coopération régionale et la gouvernance, elle entérine une forme nouvelle de pacification

Le Sahara n'est plus un champ de litige mais un espace d'édification. La question n'est plus « à qui appartient le territoire ? », mais « qui est capable de lui donner forme, justice et sens ? ». L'ONU ne le dit pas explicitement, mais elle le laisse entendre : la légitimité ne réside plus dans l'énoncé d'un droit abstrait, mais dans la démonstration d'une capacité.

Le Maroc n'a plus à revendiquer ; il lui suffit de montrer. Dans ce déplacement de la revendication vers la démonstration s'esquisse une légitimité nouvelle, fondée sur la compétence, la cohérence et la projection.

Le principe d'autodétermination, autrefois sacralisé comme critère ultime de justice, se voit ainsi transfiguré. Le référendum, symbole d'un âge révolu où la souveraineté se mesurait au vote, cède la place à une conception plus mature du droit : celle où l'autodétermination s'exerce dans la capacité à se gouverner au sein d'une souveraineté reconnue. L'idée n'est plus de séparer pour exister, mais de s'organiser pour durer.

Le Maroc, en proposant et en mettant en œuvre son initiative d'autonomie, a introduit cette lecture anticipatrice du droit international : l'autonomie comme expression supérieure de la souveraineté partagée.

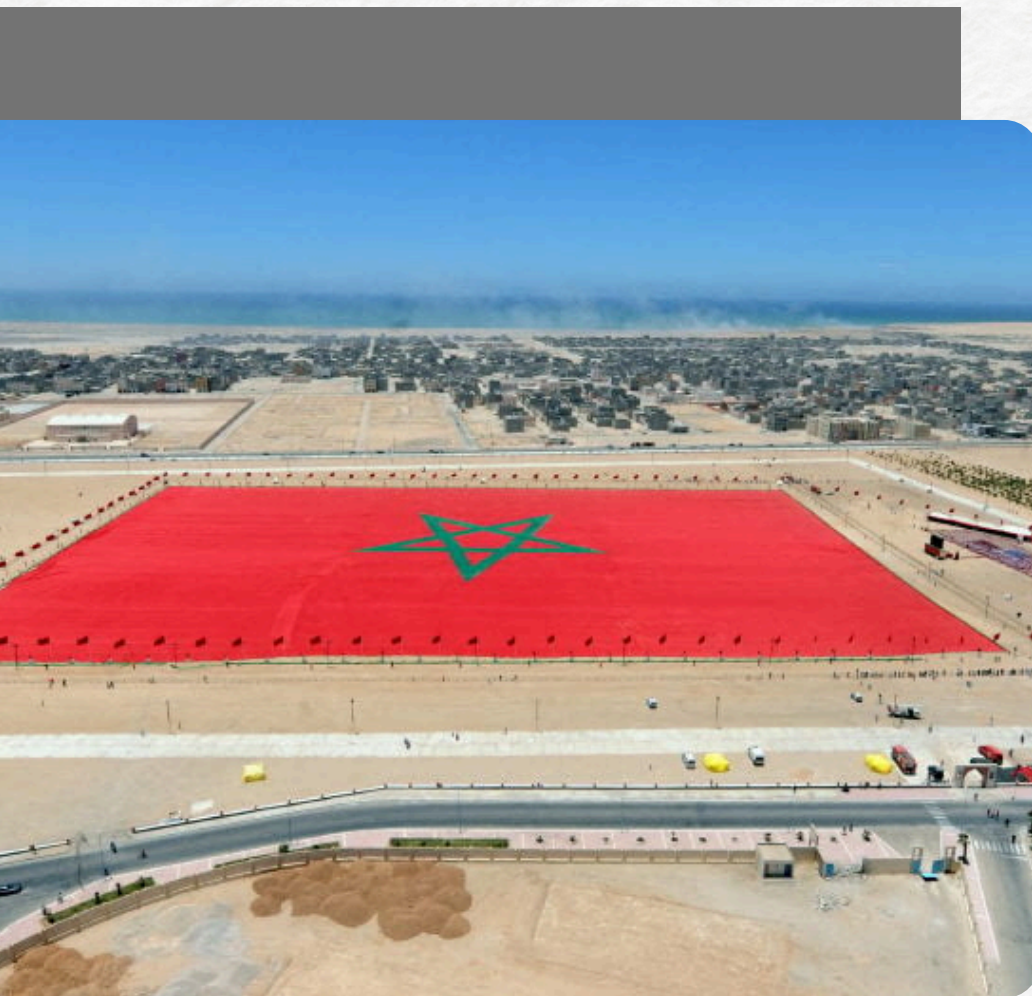
Ce glissement marque la fin d'une diplomatie de plaidoirie. Le Maroc, longtemps obligé de défendre ses positions, devient architecte de sa doctrine. Il ne plaide plus ; il façonne. Le Sahara n'est plus une cause : il est un chantier. Dans ce territoire, le Royaume expérimente une forme inédite d'unité différenciée, un modèle où la diversité régionale s'articule à la cohésion nationale.

La diplomatie cesse d'être réactive ; elle devient performative. Par ses infrastructures, ses institutions locales, ses politiques sociales, le Maroc transforme le terrain en texte : il écrit la souveraineté à même le territoire. Ainsi se dessine la notion de souveraineté architecturale.

Dans un monde où la puissance ne s'affirme plus par la conquête mais par la capacité d'organisation, la souveraineté se mesure à la cohérence de son édifice.

Être souverain, aujourd'hui, c'est savoir construire un ordre qui fasse tenir ensemble la forme (la gouvernance), la densité (le développement) et la cohésion (l'adhésion populaire). Ce triptyque forme la charpente du paradigme marocain : une souveraineté qui se démontre, qui se déploie, qui s'enracine.

La résolution 2797 introduit ainsi un précédent discret dans le droit international : elle consacre, sans l'énoncer, la légitimité d'une gouvernance différenciée comme voie de résolution des conflits. L'autonomie n'est plus une concession ; elle devient un mode d'organisation du monde postcolonial.



Le Maroc, en articulant souveraineté et inclusion, propose une équation rare : stabilité par l'intégration, paix par la participation. Ce modèle dépasse le Sahara. Il esquisse une doctrine applicable à d'autres espaces en tension, où l'enjeu n'est pas de choisir entre indépendance et soumission, mais de concevoir une forme souple de gouvernance partagée.

Mais tout paradigme, pour être durable, doit se vérifier à l'intérieur. Le véritable défi n'est plus diplomatique ; il est politique. Le Maroc devra prouver que cette autonomie, conçue pour un territoire, peut devenir une matrice de réforme pour l'ensemble du pays.

La gouvernance différenciée, si elle réussit au Sahara, ouvrira la voie à un État mieux articulé, capable d'organiser la pluralité sans fragiliser l'unité. Cette « rétroaction civilisatrice », si elle advient, sera la preuve que le Maroc a su transformer un ancien conflit en levier de modernisation institutionnelle.

Car ce qui se joue ici dépasse le dossier du Sahara.

C'est un changement de civilisation politique. Le Maroc se découvre non plus comme une puissance administrante du présent, mais comme un bâtisseur du futur. Il ne conquiert pas un espace ; il l'habite. Il ne revendique pas un territoire ; il lui donne forme. Dans la construction de routes, d'institutions, de projets de justice territoriale, se lit une dramaturgie nouvelle : celle de l'État comme œuvre. L'action publique retrouve son sens premier : faire forme au monde commun.

Cette mutation est profonde. Elle redéfinit la notion même de victoire. Ce n'est plus dans la signature d'une résolution que se mesure le succès, mais dans la capacité à la rendre vivante. Le Sahara devient alors un laboratoire du réel, un espace d'expérimentation où la politique retrouve sa dignité : celle de bâtir, de relier, d'unifier. La souveraineté cesse d'être un mot d'ordre ; elle devient un art.

Dans cette perspective, la diplomatie marocaine apparaît comme l'une des rares au monde à avoir su transformer une cause nationale en doctrine universelle. Sans rompre avec les cadres du droit international, elle en propose une lecture évolutive : celle d'un monde où la paix ne se décrète pas, mais se construit.

Le Maroc, par sa constance et sa projection, déplace la question saharienne du registre de la reconnaissance à celui de la cohérence. Et dans cette cohérence se trouve la véritable source de la légitimité.

La souveraineté architecturale n'est donc pas un concept abstrait ; elle est une praxis. Elle suppose une alliance entre la vision, la méthode et la patience.

Vision, pour concevoir un ordre inclusif ; méthode, pour en assurer la gouvernance ; patience, pour enraciner la confiance.

Le Maroc a compris que la durée est une force : il ne cherche plus à convaincre, mais à faire preuve. La conviction suivra le réel.

Ainsi, le Sahara n'est plus un espace contesté, mais un espace projeté.

Dans cette transformation, le Maroc affirme une modernité singulière : celle d'un pays capable de penser la souveraineté non comme possession, mais comme création. Le politique y retrouve sa noblesse : celle d'inventer des formes justes pour un monde complexe.

Au fond, la souveraineté architecturale, telle qu'elle s'esquisse aujourd'hui, n'est rien d'autre que la traduction contemporaine d'un principe ancien : la souveraineté comme acte de civilisation. Ce n'est pas la force qui fonde le droit, c'est la forme qui fonde la légitimité. Et dans cette œuvre de construction silencieuse, le Maroc ne cherche pas seulement à consolider ses frontières ; il s'emploie à redéfinir ce que signifie, au XXI^e siècle, être souverain dans un monde d'interdépendance.

La résolution 2797 aura donc valeur de seuil. Non pas parce qu'elle clôt un débat, mais parce qu'elle ouvre une ère : celle de la souveraineté qui se démontre.

Le Sahara devient le miroir d'un Maroc en transformation, un pays qui, en bâtissant un territoire, se rebâtit lui-même. Et si l'histoire devait retenir une leçon de ce moment, ce serait celle-ci : la victoire n'est plus dans le verbe, mais dans l'habitation du monde.



By Lodj

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



Pressplus est le kiosque 100 % digital & augmenté
de L'ODJ Média, groupe de presse Arrissala SA
magazines, hebdomadaires & quotidiens...

www.pressplus.ma

SAHARA

**“LA RÉOLUTION
2797 CONFIRME
LA LÉGITIMITÉ
HISTORIQUE ET
POLITIQUE DU
MAROC SUR SON
SAHARA MAROCAIN”**



RÉDIGÉ PAR

*Brahim
Ould Errachid*

Alors que le Maroc commémore le cinquantième de la Marche Verte, symbole majeur de la récupération pacifique de ses provinces du Sud, la question du Sahara Marocain connaît un nouveau souffle sur la scène internationale.

L'adoption de la Résolution 2797 par le Conseil de sécurité de l'ONU vient conforter cette dynamique. Dans ce contexte, À partir de l'entretien réalisé par El Periódico Marroquí avec Brahim Ould Errachid, jeune cadre sahraoui originaire des provinces du Sud et membre de la Commission des Affaires étrangères du Parti de l'Istiqlal, Chaine Actu propose une lecture journalistique enrichie de ses principales positions et analyses.

Originaire d'une famille profondément engagée dans la défense de l'intégrité territoriale, Ould Errachid a grandi dans un environnement où l'histoire, l'identité et l'avenir du Sahara nourrissent les discussions quotidiennes. De cette éducation, il a hérité une vision ancrée dans la conviction nationale et un discours argumenté, articulé autour d'une lecture rigoureuse de la réalité historique et géopolitique.

La Marche Verte, un héritage vivant

Pour Ould Errachid, la célébration de la Marche Verte ne relève pas d'un simple devoir de mémoire. Elle représente avant tout un moment d'unité nationale :

« C'est le souvenir d'un peuple rassemblé derrière son Roi, reprenant une partie de son territoire sans violence et dans le respect de la légitimité historique ».

Selon lui, cette commémoration prend aujourd'hui un sens particulier à la lumière de la Résolution 2797, qui confirme la pertinence de la vision marocaine et son ancrage dans le droit et la réalité du terrain.

Dans les provinces du Sud, cette Marche demeure un repère affectif et politique. Les habitants d'El Aaiún, Dakhla ou Smara en ressentent encore l'impact à travers les infrastructures modernes, les projets structurants et la dynamique de développement qui transforme la région. « La Marche Verte a fait du Sahara une cause populaire avant d'être une affaire d'État », rappelle-t-il.

La Résolution 2797 : un tournant international

Interrogé sur la portée de la Résolution 2797, Brahim Ould Errachid se montre catégorique : le texte marque une reconnaissance internationale claire de la pertinence de l'approche marocaine.

Pour lui, cette résolution a dissipé les illusions entretenues pendant des décennies par certaines parties : « Le monde sait aujourd'hui que le Maroc est un partenaire fiable, capable et porteur de la seule solution réaliste : l'autonomie ».

L'autonomie : une vision de gouvernance avancée

Ould Errachid rappelle que le plan marocain d'autonomie, proposé en 2007, constitue une initiative souveraine fondée sur une gouvernance moderne et démocratique.

Ce projet permettrait aux habitants des provinces du Sud d'administrer leurs affaires à travers des institutions locales exécutives, législatives et judiciaires, tout en maintenant les attributs fondamentaux de la souveraineté nationale : le drapeau, l'hymne, la monnaie et les prérogatives constitutionnelles de Sa Majesté le Roi, notamment en matière de sécurité, de défense et de diplomatie.

La mise en œuvre de ce plan, explique-t-il, doit être progressive, responsable et dépendante du sérieux des autres parties dans le processus politique.



Coopération internationale : un levier stratégique

Pour le jeune responsable istiglalien, la coopération internationale particulièrement africaine joue un rôle clé dans la transformation du Sahara marocain en plateforme économique continentale.

Il évoque notamment le port de Dakhla, les zones logistiques et les nouvelles routes qui renforceront l'intégration économique régionale et attireront davantage d'investissements.

Un développement porté par une vision royale

Ould Errachid met en avant les projets structurants lancés par Sa Majesté le Roi Mohammed VI dans les provinces du Sud.

Ces initiatives ont amélioré le quotidien des habitants, modernisé les infrastructures et créé des opportunités économiques qui ouvrent la voie à un développement durable et équilibré.

Un message aux nouvelles générations

À l'adresse des jeunes Marocains, il délivre un message ferme : « Vous êtes les héritiers d'une patrie solide qui ne transige ni sur son histoire ni sur sa souveraineté. Les méthodes de défense évoluent, mais le principe demeure : l'unité nationale est non négociable ».

Une génération engagée

À travers son discours, Brahim Ould Errachid incarne le renouveau d'une jeunesse sahraouie consciente, déterminée et pleinement investie dans la défense de l'intégrité territoriale du Royaume.

Son témoignage illustre la continuité d'un engagement national qui traverse les générations et s'inscrit dans un Maroc fort, stable et tourné vers l'avenir.

FRAQCHIA

**COMMISSION
D'ENQUÊTE/PRIX DES
VIANDES...
MAINTENANT, ÇA
DEVIENT INTÉRESSANT !**



RÉDIGÉ PAR

Aziz
Boucetta

Et finalement, ce qui devait arriver et qu'on ne pensait pas voir un jour, arriva. Quatre partis d'opposition, MP, PPS et PJD (et, après un temps d'hésitation, l'USFP aussi) demandent une commission d'enquête sur la question des viandes, leur prix, leurs importations, les subventions et autres faveurs fiscales accordées par le gouvernement pour réduire les prix et renouveler le cheptel. Une polémique a enflé autour de la question, et rien de mieux qu'une commission d'enquête pour crever l'abcès. Mais sera-t-elle formée ? C'est toute la question...

Tout commence par des prix des viandes qui s'envolent, et qu'on impute quasi automatiquement comme tant d'autres problèmes aux effets de la sécheresse. Puis la spéculation apparaît, le ministre Ryad Mezzour parle à la télé de 18 spéculateurs, puis de droits de douane, puis de subventions. Puis son chef au parti et collègue au gouvernement enfonce le clou et lance son fameux « Ayez de la compassion ! » (« ittaqiou Allah fel mgharba ! »), expliquant lui aussi sur une autre télé les mécanismes de subvention et les doutes qu'ils entraînent. Et puis c'est au tour du président de la Chambre des représentants Rachid Talbi Alami qui vient répondre à Nizar Baraka qui soutenait Ryad Mezzour qui ferraillait contre Driss el Azami el Idrissi qui appuyait sur la plaie... et le ministère de l'Agriculture, finalement, consent à apporter sa vérité et ses chiffres... qui diffèrent quelque peu des chiffres jusque-là agités par un peu tout le monde.

Une cacophonie de la majorité, qui tranche singulièrement avec l'aphonie de son chef, mais cela, on le sait déjà.

Dans l'intervalle et en surplomb de tout cet embrouillamini, agissant vite agissant bien, le roi Mohammed VI décide de demander aux Marocains de surseoir cette année au rituel du sacrifice, ce qui a ramené les prix des viandes rouges vers le bas. Mais la pression de la spéculation et l'étroitesse du marché étant ce qu'elles sont, ces prix sont remontés après ramadan.

Les questions se posent, donc, légitimes, brûlantes, très pertinentes : Que se passe-t-il dans cette affaire, et que s'y est-il passé, et pourquoi, malgré les fleurs et les faveurs, les prix n'ont-ils pas finalement baissé ? Et d'autres questions arrivent, à la suite : qui sont les bénéficiaires, quels objectifs leur ont-ils été fixés par les décideurs, et qui sont ces décideurs ?... Il est inutile de ressortir les chiffres brandis par tous les personnages susmentionnés ; ils sont souvent les mêmes (sauf ceux de l'Agriculture) mais triturés à la manière individuelle de chacun, selon ses intérêts : les Istiglaliens veulent toujours « en » être (du gouvernement) sans s'y compromettre, Rachid Talbi Alami est la muraille du RNI, mais cette muraille risque d'isoler le parti derrière elle, l'opposition cogne, ayant à la main une rare aubaine de montrer les turpitudes d'une majorité en voie rapide d'implosion.

Trois institutions devaient en principe et en toute éthique se saisir de cette affaire : le Conseil de la concurrence, mais il ne l'a pas fait, la justice, mais elle ne l'a pas jugé utile,

et le parlement. Avec cette demande de création d'une commission d'enquête, l'opposition aura fait son travail, du moins en partie. On ne sait pas qui a pris cette initiative au sein de la minorité parlementaire, mais cela l'honore... bien que le tiers des membres de la Chambre des représentants soit requis (132 députés) et que, collectivement, les quatre groupes et groupement ne totalisent que 97 élus, avec 34 pour l'USFP, 28 pour le MP, 22 pour le PPS et 13 pour le PJD, sans comptabilisation des corrections en cours de route législative (invalidation, condamnation, incarcération,...).

Que faire alors ? Si le politique et le juridique ne sont pas suffisants pour créer cette commission d'enquête sur l'affaire des viandes, alors peut-être que la logique et l'éthique pourvoiraient au manque de voix pour le faire.

La logique est de revenir aux propos du président RNI de la Chambre Rachid Talbi Alami, un vétéran de la scène politique nationale qui sait ce qu'il dit, quand il le dit et pourquoi il le dit. Et ce qu'il a dit est limpide, montrant que les choses se sont passées comme elles le devaient et que tout est parfait et légal. Au nom de cette logique et de cette déclaration de M. Talbi Alami, il ne devrait pas y avoir de problèmes pour faire adhérer le RNI au groupe ayant demandé la création d'une commission d'enquête. Mais soyons réalistes...

Quant au PAM, il n'a pas eu de propos vraiment intelligibles et crédibles sur cette crise des prix des viandes et, plus généralement, de certains produits agricoles, mais au nom de la logique et de l'éthique, il devrait adhérer aux groupes et groupement ayant demandé la constitution d'une commission d'enquête sur la question. Mais, encore une fois, restons réalistes...

Il reste l'Istiqlal, et l'éthique. Nizar Baraka, patron de l'Istiqlal, a lancé dans un meeting son fameux (« ittaqiu Allah fel mgharba ! »), puis à la télé, il a révélé des chiffres sidérants sur le niveau de la spéculation dans les prix des produits agricoles, martelant que « le parti de l'Istiqlal ne tolérera pas que l'avidité continue de nuire au pouvoir d'achat des citoyens ». Cela tombe bien, une opportunité de commission d'enquête est là pour faire la lumière, dire les vérités et, au besoin, transmettre au parquet qui, lui, empêchera justement que « l'avidité continue de nuire au pouvoir d'achat des citoyens ».

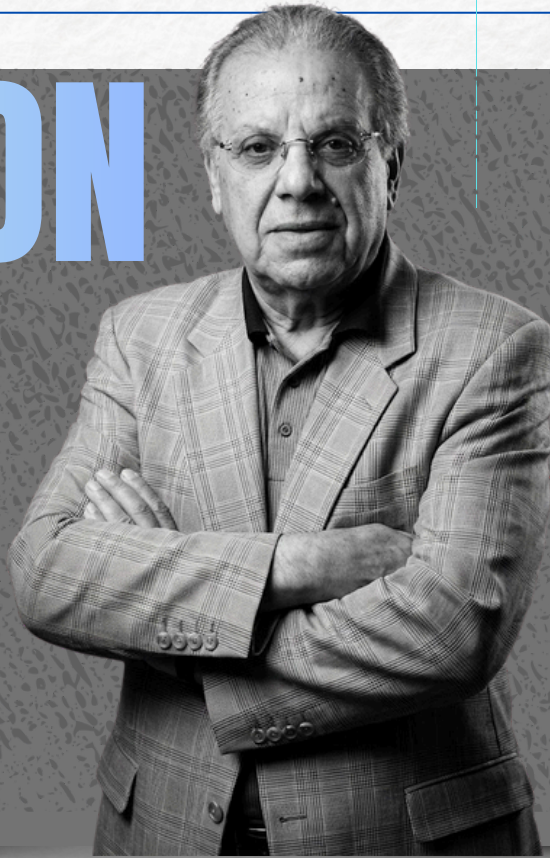


Si les environ 80 députés du groupe parlementaire de l'Istiqlal se joignent aux 97 élus qui vont signer la demande de création de cette commission (cela serait une forme de Koutla ressuscitée), le tiers sera atteint, la commission verra le jour et tout le monde y verra plus clair ; on l'espère et on verra bien. Avec cette initiative, et à 18 mois de la date des élections législatives, l'opposition se réveille et se relève, essayant de faire bloc commun, et l'Istiqlal se trouve face au dilemme de refuser de se joindre à l'opposition et de se décrédibiliser, ou d'accepter de le faire et de marquer ainsi une distance avec le PAM qui appréciera peu, et le RNI, qui n'appréciera pas. Mais ainsi est la politique...

La demande pour cette commission intervient quelques jours avant l'ouverture de la session printanière du parlement, et ce n'est certainement pas une coïncidence. Les prochains jours montreront un dynamisme inhabituel, inhabituel car institutionnel et non plus simplement vociférant, de la classe politique marocaine. En attendant « le gouvernement du Mondial », nous aurons le show du « parlement des Mercuriales ».

ELECTION 2026

2026: LE CODE ÉLECTORAL EN CHANTIER



RÉDIGÉ PAR

Mustapha
Schimi

Sous l'impulsion du Roi, le gouvernement et les partis politiques doivent s'entendre sur de nouvelles règles pour les prochaines élections. La réforme vise à résoudre plusieurs problèmes de la démocratie représentative, tels que le manque de participation citoyenne, la transparence, le financement des campagnes et la représentation des jeunes, des femmes et des Marocains du monde.

Suite à la décision du roi, le gouvernement a pour mission de préparer un projet de code électoral, qui doit être prêt d'ici la fin de l'année. Un an avant le prochain scrutin législatif, comment se prépare cet agenda?

Le 2 août, le ministre de l'Intérieur, Abdelouafi Laftit, a rencontré les dirigeants des partis et les a invités à lui soumettre leurs propositions pour la fin du mois. Le ministre dispose maintenant de ces documents, et il lui revient de les évaluer pour identifier les points d'accord et les divergences. D'autres réunions sont prévues pour tenter de parvenir à un texte commun, espérons-le, consensuel.

Un consensus est évidemment souhaitable, à condition que les partis parviennent à surmonter leurs divergences. Quoi qu'il en soit, le dossier sera inscrit à l'ordre du jour de la prochaine session parlementaire, qui s'ouvrira officiellement le vendredi 10 octobre, comme le prévoit la Constitution (article 65).

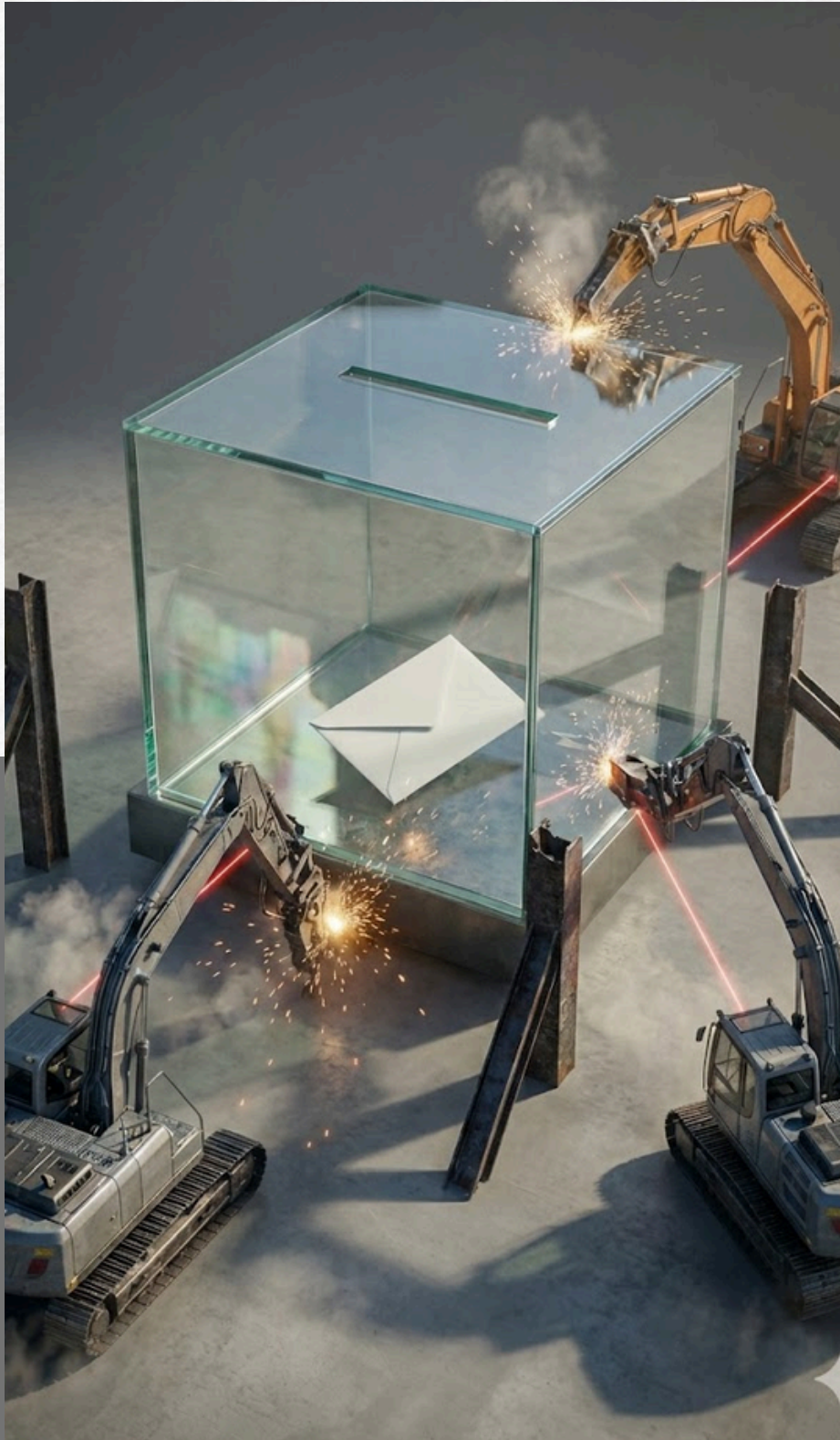
Si les partis cherchent avant tout à optimiser leur influence électorale, il est plus pertinent de se concentrer en premier lieu sur la question fondamentale de la participation des électeurs.

En se basant sur les projections du recensement de 2014, le nombre d'électeurs potentiels en septembre 2026 s'élèverait à environ 27 millions de personnes, contre 24 millions en 2021 (selon le HCP). Alors que le taux de participation a fluctué (45,4 % en 2011, 42,3 % en 2016 et 50,3 % en 2021), la dernière augmentation ne témoigne pas forcément d'un regain d'intérêt civique. Ce chiffre élevé de 2021 s'explique principalement par la tenue simultanée de trois élections (locales, régionales et législatives). Ce ne sera plus le cas pour le prochain scrutin, qui ne concernera que la Chambre des représentants.

Une des propositions en discussion, visant à renforcer la participation citoyenne, est l'inscription automatique des jeunes électeurs. Cette mesure chercherait à augmenter le nombre de primo-votants.

Cependant, les chiffres révèlent un désintérêt persistant: selon une étude du centre TIZI de février 2025, les jeunes représentaient 30 % des inscrits en 2011, puis 25 % en 2016 et 27 % en 2021. Actuellement, seulement 3,4 millions d'entre eux sont inscrits sur les listes électorales, qui totalisent 18 millions de personnes en janvier 2025. Cela signifie que deux tiers des jeunes ne sont pas inscrits.

La question de fond demeure: leur inscription automatique suffira-t-elle à les motiver à voter? La vraie problématique est de savoir comment inciter les électeurs potentiels à se rendre aux urnes. Cela soulève la question de la capacité des 34 partis politiques existants à mobiliser les citoyens en répondant à leurs attentes et à leurs aspirations.



D'autres sujets restent à aborder. D'abord, comment renforcer la transparence et la fiabilité des élections? Le ministère de l'Intérieur s'est engagé à prendre les mesures nécessaires, car il est le seul à avoir les moyens logistiques et humains pour le faire. Certains partis jugent cela insuffisant et proposent la création d'une institution électorale indépendante, dont la composition et les attributions restent à définir. Le financement des campagnes électorales est également un point d'accord unanime: tous les partis demandent de lutter contre l'utilisation de l'«argent sale». Reste à définir les modalités de cette politique.

La réforme du Code électoral se penche aussi sur la représentation des jeunes, des femmes et des Marocains résidant à l'étranger (MRE).

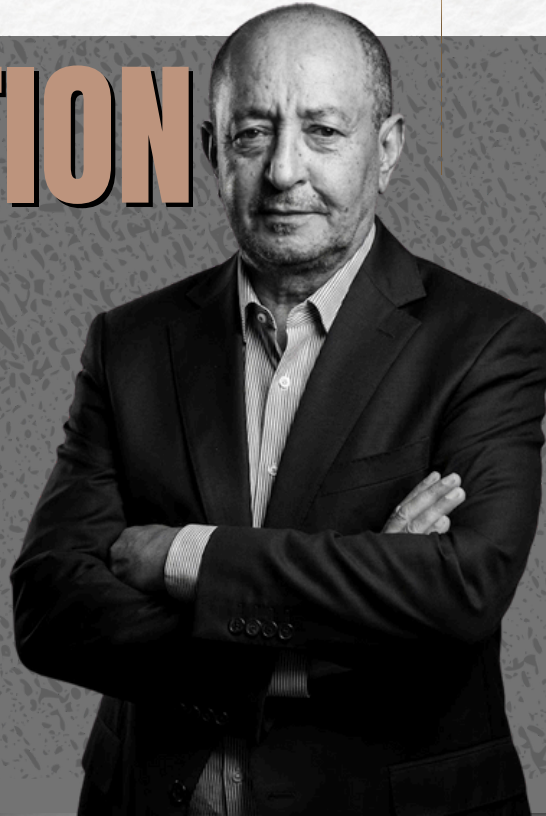
La question de la jeunesse amène la réintroduction de la liste de candidats de moins de quarante ans, une formule déjà expérimentée en 2016 mais qui s'était soldée par un échec en raison du clientélisme et du népotisme. Pour les femmes, l'idée d'une augmentation de leur quota de 90 sièges, actuellement attribué sur les listes régionales, est en discussion.

Enfin, la représentation de la communauté des MRE, qui compte plus de 5,6 millions de personnes, doit être définie. La question est de déterminer le nombre de sièges et les circonscriptions qui leur seraient dédiés. Certains suggèrent d'augmenter le nombre de membres de la Chambre des représentants (actuellement 395) d'une centaine de sièges, mais cette proposition risque d'être impopulaire.

Cette réforme vise à garantir un vote plus équitable et à mieux refléter la réalité sociologique et territoriale du pays.

INNONDATION SAFI

**SAFI, LA CRUE :
CE QUE LES
CATASTROPHES
RÉVÈLENT ET
RAPPELLENT
DU MAROC**



RÉDIGÉ PAR

*Naïm
Kamal*

Le drame de Safi a agi comme un révélateur brutal des fragilités accumulées face à des risques pourtant connus, étudiés et largement anticipables. Entre appels à la prévention numérique, exigences de courage politique et rappel des limites imposées par la nature Naïm Kamal revient sur les moyens disponibles et dépasse l'émotion pour interroger les choix d'aménagement, les priorités publiques et la persistance des inégalités territoriales.

Le drame de Safi dépasse la seule violence des eaux pour interroger la responsabilité humaine et politique face aux risques connus. Deux articles du Dr Az-Eddine Bennani et du Dr Anwar Cherkaoui rappellent que les crues ne relèvent plus du hasard mais de phénomènes anticipables, cartographiés et documentés.

Le premier, appelant de ses vœux le recours au numérique et à une intelligence artificielle pensée comme outil de détection et de protection civile, il plaide pour un choix politique clair : investir dans la prévention en vue des villes plus sûres et mieux préparées aux risques de demain. Le second, partant de modèles de pays ayant fait le choix de décisions radicales, parfois impopulaires, considère que les autorités politiques doivent décider avant le drame, interdire avant l'effondrement, déplacer avant la noyade.

Encore faudrait-il avoir les moyens de couvrir l'ensemble des zones où le risque peut survenir. Ce qui s'est passé à Safi, pas aussi dramatiquement fort heureusement, d'autres régions du Maroc l'ont connu.

L'imprévisible nature

Le propre de l'homme depuis qu'il s'est mis à penser est de chercher à dompter la nature et en devenir le maître. Se jouant souvent des volontés humaines, celle-ci reste capricieuse et imprévisible pour ne pas dire in fine indomptable. Le cyclone Katarina qui a dévasté le 29 août 2005 plusieurs Etats du Sud de la plus grande puissance mondiale toutes catégories en est la démonstration.

Les tsunamis qui ont frappés le Japon en 2011 ou encore l'Indonésie en 2004, appartiennent à ce registre des cas extrêmes. Et plus proche de ce que Safi a vécu, les récentes inondations qui ont surpris des pays européens, notamment l'Espagne en 2024, laissant derrière elles 230 morts. Attribuées au réchauffement climatique, elles indiquent combien le risque zéro n'existe pas.

Le risque total demeure toutefois, contre vents et pluies, sinon évitable, limitable. C'est là que les exemples convoqués par Anwar Cherkaoui sont instructifs. Ceux des Pays-Bas, de la Chine et du Japon, induisent une question centrale : celle du courage politique de décider avant la catastrophe que certains territoires ne puissent être durablement habités.

Plus facile à dire qu'à faire.

Dompter les fleuves sans prétendre dominer la nature. Reste la solution de dompter les cours d'eau. L'exemple de la France avec la Seine est à ce titre édifiant : sans vraiment « maîtriser » les crues du grand fleuve, les Français, notamment après la grande crue de 1910, ont mis en place des systèmes de prévention et des ouvrages pour réguler le débit à l'amont de Paris. Sans pour autant mettre la capitale française entièrement à l'abri. A chaque montée des eaux à laquelle le Zouave du Pont de l'Alma sert de repère, l'alerte est donnée drainant dans son sillage des interrogations angoissées.

Mais faut-il vraiment aller chercher à l'étranger des modèles de maîtrise des eaux, alors même que le Maroc s'est illustré très tôt, et continue de le faire, comme un pays pionnier en la matière. Deux exemples nationaux suffisent à rappeler cette précocité et une expertise reconnue.

Sur les rives du Bouregreg, à Rabat-Salé, la mémoire collective des générations antérieures à la construction, en 1974, du Barrage Sidi Mohammed Ben Abdellah, reste marquée par des crues récurrentes. Elles submergeaient périodiquement la vallée, atteignant parfois les zones habitées et interrompaient la circulation routière et ferroviaire entre les deux villes jumelles. La mise en service de cet ouvrage structurant a profondément modifié cette réalité, en remplissant une double fonction stratégique : sécuriser l'approvisionnement en eau potable de deux grandes régions, Rabat et Casablanca, tout en jouant le rôle de digue contre les crues du Bouregreg.

Plus au nord, la région du Gharb a longtemps été exposée aux débordements du Sebou, fleuve capricieux dont les crues mettaient régulièrement de vastes zones agricoles et urbaines sous la menace. Là encore, le Maroc a opté pour une approche combinant prévention des risques et valorisation des ressources. La construction de plusieurs barrages majeurs sur le Sebou et ses affluents, notamment Idriss Ier, Allal El Fassi et Al Wahda, a permis d'atténuer significativement l'intensité de certaines inondations. Ces infrastructures, sans abolir le risque lors d'épisodes pluvieux exceptionnels, ont néanmoins renforcé la capacité de régulation hydraulique tout en assurant l'irrigation et l'alimentation en eau potable de vastes territoires.

L'arbitrage difficile du décideur public

Face à ce type de risque, il faut le dire sans détour, parfois au prix d'un certain cynisme : dans une économie intermédiaire, le décideur public se trouve en permanence dans la position inconfortable d'un médecin appelé à évaluer, avant toute prescription, le rapport entre bénéfices attendus et coûts supportables. Chaque investissement sollicité dans la prévention entre en concurrence avec d'autres urgences sociales, économiques ou territoriales, rendant l'arbitrage aussi nécessaire que politiquement sensible.

Pour autant, cette contrainte ne saurait exonérer les autorités compétentes de leurs responsabilités. L'état des lieux met clairement en cause certains choix d'aménagement, la persistance de l'habitat informel et/ou insalubre, notamment dans les vieilles médinas. Ces espaces, porteurs d'un patrimoine riche et authentique, se sont progressivement transformés, pour beaucoup d'entre eux, en refuges de la précarité et en foyers aigus de vulnérabilité. Certes, le Maroc a engagé très tôt une politique de lutte contre l'habitat insalubre, en lui dédiant une agence spécialisée, et dans sa suite a engagé un programme de villes sans bidonvilles. Mais l'ampleur des besoins dépasse encore largement les réponses apportées, sans parler du déficit de contrôle criant, tragiquement révélé par l'effondrement récent de deux immeubles à Fès.

Mais au-delà de ces drames successifs, celui de Fès comme celui de Safi, indiquent une récurrence des expressions de la précarité et laissent transparaître une fois de trop une réalité structurelle : celle d'un Maroc à deux vitesses. Une fracture territoriale et sociale que le Roi Mohammed VI a dénoncée avec force dans son dernier discours du Trône, et que les catastrophes naturelles, en frappant d'abord les plus vulnérables, ne font que mettre cruellement en lumière.



U20

LE TRIOMPHE MONDIAL DES U-20 MAROCAINS : L'ABOUTISSEMENT D'UNE VISION ROYALE ET D'UN PROJET NATIONAL COHÉRENT



RÉDIGÉ PAR

Salma
Labtar

Le triomphe mondial des U-20 marocains ne relève pas du hasard. Il s'inscrit dans une trajectoire pensée depuis près de deux décennies, fruit d'une vision royale éclairée, d'une stratégie fédérale structurée et d'une politique d'inclusion sociale qui fait du sport un vecteur d'émancipation et de développement humain.

En s'imposant 2-0 face à l'Argentine en finale de la Coupe du monde U-20 au Chili, les Lionceaux de l'Atlas ont offert au Maroc son premier titre mondial, une consécration historique mais surtout la concrétisation d'un modèle bâti dans la durée.

Du socle de 2008 au sacre mondial : la continuité d'une vision

Le tournant remonte à 2008, lors des Assises nationales du sport, où le Maroc a engagé une refonte complète de sa politique sportive. Dans son message aux participants, Sa Majesté le Roi Mohammed VI a posé les bases d'une approche novatrice : considérer le sport comme un pilier du développement humain et social.

Sous cette impulsion, la Fédération Royale Marocaine de Football (FRMF) a adopté une stratégie à long terme fondée sur la formation, la professionnalisation et la mise à niveau des infrastructures.

L'inauguration de l'Académie Mohammed VI de Football en 2009 symbolise ce renouveau. En quinze ans, le Royaume a multiplié les centres régionaux, modernisé les compétitions de jeunes et investi massivement dans la formation technique et humaine. Les résultats sont aujourd'hui tangibles : demi-finale historique du Mondial 2022, médaille de bronze aux JO 2024, et désormais sacré mondial U-20 — autant de jalons d'une même vision continue.

Le sport comme levier d'inclusion et d'émancipation

Le modèle marocain dépasse le cadre de la performance sportive. Il s'appuie sur une philosophie inclusive, où le sport devient un outil d'égalité des chances. Grâce aux académies régionales, aux programmes de détection et à la démocratisation des ligues, des jeunes issus de milieux modestes peuvent accéder à des structures professionnelles et à un accompagnement complet.

Le football féminin illustre également cette dynamique : la sélection nationale féminine, finaliste de la CAN 2022 et qualifiée pour la Coupe du monde 2023, incarne cette ouverture et cette volonté d'équité.

Le drame de Safi dépasse la seule violence des eaux pour interroger la responsabilité humaine et politique face aux risques connus. Deux articles du Dr Az-Eddine Bennani et du Dr Anwar Cherkaoui rappellent que les crues ne relèvent plus du hasard mais de phénomènes anticipables, cartographiés et documentés.

Le premier, appelant de ses vœux le recours au numérique et à une intelligence artificielle pensée comme outil de détection et de protection civile, il plaide pour un choix politique clair : investir dans la prévention en vue des villes plus sûres et mieux préparées aux risques de demain. Le second, partant de modèles de pays ayant fait le choix de décisions radicales, parfois impopulaires, considère que les autorités politiques doivent décider avant le drame, interdire avant l'effondrement, déplacer avant la noyade.



Cette politique repose sur une conviction forte : le sport éduque, structure et élève. Le parcours des U-20 en est la parfaite illustration — un groupe soudé, discipliné et diversifié, symbole d'une jeunesse unie autour de valeurs partagées : travail, respect et ambition.

L'Académie Mohammed VI, moteur du succès

Au cœur de cette réussite se trouve l'Académie Mohammed VI de Football, à Salé, véritable pépinière de talents. Elle combine formation sportive, suivi scolaire et accompagnement humain.

Parmi les 23 champions du monde U-20, cinq sont issus de cette structure, preuve de son efficacité. L'académie ne forme pas seulement des athlètes, mais aussi des citoyens responsables, préparés à évoluer dans un environnement exigeant.

Son modèle repose sur l'excellence et la rigueur : infrastructures modernes, encadrement international, et méthodologie alliant formation technique, développement mental et discipline collective. C'est ce socle solide qui permet aujourd'hui au Maroc de produire des talents compétitifs sur la scène mondiale.

Cap sur 2030 : l'ambition d'une nation

Le sacre des U-20 ouvre un nouveau chapitre pour le football marocain, tourné vers l'avenir et porté par une ambition claire : briller lors de la Coupe du monde 2030, que le Royaume co-organisera avec l'Espagne et le Portugal.

La FRMF prépare déjà cette échéance majeure : renforcement des ligues professionnelles, mise à niveau des stades, et intégration progressive des jeunes générations issues des U-20 et U-23 dans la sélection A.

Le Maroc ne se contente plus d'un rôle d'outsider. Il s'impose désormais comme une puissance sportive structurée, respectée pour sa vision, sa discipline et la qualité de son jeu collectif.

Du rêve de 2008 au sacre de 2025, le Royaume a tracé une voie unique en Afrique : celle d'un pays qui a su transformer la passion du football en un projet national d'excellence et d'unité, où chaque victoire devient le reflet d'une politique visionnaire et d'une jeunesse en marche vers l'avenir.



NATIONAL

CAN

CAN 2025 : LE MAROC SOUS HAUTE SURVEILLANCE AVEC 6.000 CAMÉRAS

RÉDIGÉ PAR

*Nisrine
Zaouadi*

La CAN 2025 approche
et le Maroc se prépare...
avec des yeux partout !

Un maillage high-tech pour sécuriser les villes hôtes

À moins d'un an du coup d'envoi, la DGSN a déployé un dispositif de vidéosurveillance inédit dans tout le Royaume.

Casablanca, Rabat, Marrakech, Fès, Tanger et Agadir, mais aussi des villes régionales comme Béni Mellal, Oujda ou Guelmim, sont désormais couvertes par un réseau de 6.000 caméras intelligentes.

L'objectif ? Prévenir les incidents, gérer les flux en temps réel et garantir des interventions rapides lors des rassemblements massifs.

Les principaux axes reliant les villes hôtes, comme Rabat-Casablanca, Marrakech-Agadir ou Fès-Tanger, sont considérés comme des zones sensibles et bénéficient d'une surveillance accrue pour assurer une mobilité sûre pendant la compétition.

Stades et axes stratégiques : tout sous contrôle

Tous les stades accueillant des matchs de la CAN ont été équipés de commissariats intégrés et de salles de commandement centralisées. Cela permet une gestion instantanée des incidents et garantit la sécurité des spectateurs et des joueurs.

Sur le terrain, la DGSN renforce ses capacités opérationnelles : deux nouvelles brigades anti-gangs à Marrakech et Fès, unités cynotechniques et équestres, ainsi que 16 équipes de drones déployées dans les villes hôtes pour surveiller les matchs.

La flotte de véhicules et motos a été renouvelée avec 1.025 véhicules hautement équipés, dont 5.000 intègrent désormais l'écriture amazighe dans leur identité visuelle, une première étape d'un projet plus large de valorisation du pluralisme linguistique.

Modernisation et coopération internationale

La DGSN a aussi distribué 790 pistolets à impulsion électrique TASER-7, dans une logique de sécurité alternative pour neutraliser les situations de danger tout en protégeant citoyens et agents.

Sur le plan international, un Centre de coopération policière africaine 2026 a été créé à Marrakech avec Interpol et la Fédération royale marocaine de football. L'objectif : partager les meilleures pratiques pour sécuriser la CAN et préparer la Coupe du monde 2030.

Une convention avec l'Agence marocaine antidopage (AMAD) complète le dispositif, renforçant la lutte contre le dopage dans toutes les compétitions.

Le Maroc ne laisse rien au hasard

Le Maroc se place donc en vitrine sécuritaire du continent pour la CAN 2025, alliant technologie, modernisation des forces et coopération internationale.

Reste à voir comment ce maillage high-tech sera vécu par les fans et s'il tiendra le coup le jour J. Une chose est sûre : le Royaume ne laisse rien au hasard pour accueillir le continent en toute sécurité.

By Lodj



R212 ويب راديو

مخاربة العالم



WWW.LODJ.MA

SOCIÉTAL

GRANDE TOTO

**GRANDE TOTO...
GRANDE AFFLUENCE...
GRANDE INTOLÉRANCE**



RÉDIGÉ PAR

*Aziz
Boucetta*

Il semblerait que certaines franges de la société regardent avec irritation les centaines de milliers de jeunes et moins jeunes qui se sont rués vers la scène de l'OLM Souissi le week-end dernier, quand se produisait el Grande Toto, dans le cadre du festival Mawazine ; une affluence qui les inquiète quant au devenir de notre culture immuable et de notre grandeur éternelle. La foule dépassait en nombre les adhérents de presque tous les partis du pays réunis et égalait la multitude dans les mosquées au plus fort de la spiritualité durant ramadan. Cela énerve beaucoup de gens...

... des gens qui n'ont pas compris que les jeunes ont leurs goûts et leurs codes que les moins jeunes ne comprennent ni n'admettent. Il est vrai qu'el Grande Toto, avec sa dentition alu, ses tatouages, ses cheveux aussi hirsutes que mauves, ses paroles emportées, n'emballe pas les seniors (et il ne cherche pas à leur plaire). Des seniors qui pourraient écouter autre chose et des seniors, aussi, à la mémoire courte... oublient-ils donc qu'en leur temps, leurs propres parents considéraient avec méfiance les tenues vestimentaires et les chevelures denses des artistes d'el Ghiwane ou de Jil Jilala ? Des mises personnelles des Led Zeppelin ou de Jim Morrison ? Des danses disco endiablées de Cloclo ou de Johnny Hallyday ?

En ces temps-là, les adultes prisait Abdelhalim Hafid et ses costumes bien coupés, d'Oum Kaltoum et sa tenue parfaite, de Jacques Brel, toujours bien habillé (même suant en abondance), de Charles Trenet, ses vêtements, son chapeau et son sourire engageant... Et ces mêmes adultes s'affligeaient au spectacle des nouvelles stars de la chanson et s'alarmaient des dérives de leurs progénitures qui, aujourd'hui, n'ont pas de mots assez durs pour el Grande Toto ou Dizzy Dros ou d'autres, appréciées par leurs descendances.

Cela porte un nom, l'évolution des goûts et des mœurs, et la relève des générations. Chaque révolution, ou même juste évolution, technologique, apporte avec elle son lot de changements sociétaux. La vague soixante-huitarde est née suite à l'invention du phonographe et de la liberté accrue des filles ; la mondialisation a amplifié et globalisé la culture des mangas et de la K-culture ; le rap et le hip-hop sont nés des effets de la fin des Trente Glorieuses et de la misère multipliée ; il est normal et tout à fait naturel que l'apparition d'internet amplifie ces phénomènes, libère les esprits et la parole, popularise et étende les modes d'expression contestataire. Dans un monde qui change et se mondialise, se confond et s'entremêle, les jeunes ont plus de moyens de crier leur colère ou de simplement exprimer leur envie de vivre, et ils le font. Ce qui donne ces chanteurs d'une autre espèce, ici ou ailleurs ; ici, cela donne Dizzy Dros ou el Grande Toto, entre autres.

Mais chez nous, au Maroc, tout se résume en quelques mots : tradition, coutume, hchouma, haram. Partout, en toute chose, l'altérité n'existe pas, la différence est toujours suspecte de menacer un ordre établi, et la nouveauté est proscrite.

Cela vaut pour le monde politique monolithique et aussi pour la société hiératique. L'inconvénient d'une vieille nation comme le Maroc est le refus du changement, une solide méfiance à l'égard du nouveau.

Et pourtant... Quand un artiste attire 300.000 fans qui se déhanchent, crient, allument leurs torches, chantent en chœur, cela ne doit pas consterner ou énerver, mais questionner. Ces jeunes sont étudiants, ingénieurs, employés de bureau, médecins, NEETs ou autres... leurs voix comptent, leurs occupations rassurent, leurs préoccupations pullulent. Un Etat qui se respecte doit les écouter, une société qui évolue doit en tenir compte, les politiques qui se cherchent doivent aller les trouver, les comprendre et leur parler.



L'Etat agit bien, en laissant faire, en libérant les énergies, en se montrant tolérant. Mais il peut mieux faire. Depuis plusieurs années, nombre de rappeurs défraient la chronique et engrangent des millions de vues en quelques jours ; ils expriment leurs frustrations, ils interpellent, ils dénoncent. Ils véhiculent tous le même discours, seules les intonations et le vocabulaire change. Cela s'appelle la culture alternative, en opposition à la culture dominante. Si l'Etat agit bien, il doit aussi et en premier être en cohérence avec lui-même et s'interdire de poursuivre, de juger, de condamner, d'incarcérer des chanteurs qui ne font que chanter le mal-être d'une société. Qu'il essaie de brider ces voies et il se trouvera face à un mouvement augmenté, amplifié, irrésistible ; qu'il laisse faire, qu'il œuvre à comprendre et, plus encore à entendre, les messages, et la relève générationnelle se passera bien. Autrement, il cherche les problèmes...

Quelle différence alors entre el Grande Toto et les autres chanteurs, qui ont été poursuivis, jugés, condamnés, embastillés (et pour une partie, heureusement, graciés ou aux peines atténuées) ? Sommes-nous dans un peu rassurant voire sinistre remake de la farce puritaine de 2003 quand société, justice et même Etat avaient jugé ceux qu'on avait appelé les Satanistes (bien heureusement graciés après par le roi) ? S'il faut qu'on comprenne la jeunesse et ses codes, alors c'est toute la jeunesse et tous ses codes, sauf quand il y a insulte et diffamation. La société juge les jeunes, et les accable à travers Grande Toto, ou Stalin, ou Gnawi (et même les Gnaoua) ou d'autres, et la même société juge également les jeunes, et les condamne à travers la justice.

Cela est fait au nom de la transmission des (bonnes) valeurs, mais c'est de l'intolérance. Cela est commis en vertu du respect de nos (ancestrales) traditions, mais c'est du musellement. Cela est conduit pour protéger la nation, mais cela la met en danger. Quel danger ? Au pire, créer une jeunesse survoltée et donc révoltée, et au mieux, accélérer le grand départ de nos jeunes. Or, la stabilité, tant chantée sur nos terres, n'est pas seulement une stabilité politique, mais aussi sociale ; les deux sont liées, consubstantielles l'une de l'autre.

Notre société – comme l'a encore dit el Grande Toto sur 2M, eh oui, encore lui ! – a besoin de plus de tolérance ; on ajoutera que ceux qui se permettent de juger nos jeunes et leurs goûts ont besoin de bien plus d'intelligence. Et s'ils considèrent être dans leur bon droit, alors qu'ils observent : les jeunes vivent leur temps, sans considération aucune pour les offuscations de leurs aînés, sans égards pour les cris d'orfraie des puritains, et ils jugent tout autant les seniors en élaborant leur propre culture, en s'attachant au monde, en créant leurs codes, en allant en masse danser avec el Grande Toto et en boycottant en masse les élections et tous les discours entre deux élections

Les seniors (ou une grande partie d'entre eux) considèrent nos jeunes « branchés », connectés, comme de jeunes écervelés exposés aux errances et dérives étrangères. Ces seniors sont dépassés et ils vivent dans leur passé. Les jeunes chantent le présent et se projettent dans l'avenir. Écoutons-les, respectons-les !

SOCIÉTAL

LES DIPLOMES

VRAIS FAUX MASTERS ET FAUX VRAIS DIPLÔMES



RÉDIGÉ PAR

Naïm
Kamal

D'un côté l'Etat propose des Masters payants qu'il refuse lui-même de reconnaître. De l'autre, certains de ses enseignants monnayent des diplômes frauduleux, parfaitement reconnus. Deux faces d'une même absurdité, révélatrice d'un système universitaire dévoyé, où la valeur du savoir est sacrifiée sur l'autel de la rente et de la connivence. Naïm Kamal ressort un article, novembre 2022, (Escroquerie d'Etat) qu'il avait consacré à un vrai faux Master, et un autre article, récent, traitant de l'affaire de trafic de diplômes à Agadir (Quand les tricheurs font école - Par Naïm Kamal), pour montrer comment parfois au Maroc il est possible de rencontrer situation où des synonymes, aberration et absurde, se font concurrence.

Le vrai faux Master

On va à l'école pour apprendre, mais aussi et surtout pour s'assurer un avenir. Encore faudrait-il survivre au Maroc à la logique de sa propre bureaucratie. En voici un exemple éloquent : un étudiant, la plupart du temps avec le soutien matériel de ses parents, gravit les étages de l'université et croit atteindre des sommets en accédant au Master. Illusion. Car à l'étage du "Master spécialisé", ce n'est pas l'ascenseur social qu'il trouve, mais un pallier fermé. Récit d'une aberration :

Le Master universitaire spécialisé, payant, délivré par des universités publiques, n'est pas un diplôme national. Il n'est reconnu ni pour l'accès à la fonction publique, ni dans les concours de l'administration. C'est l'archétype du vrai faux Master que l'Etat produit, facture (parfois jusqu'à 56.000 dh), mais qu'il ne valide pas. L'université le vend, mais n'en assure pas le service après-vente. On l'enseigne, mais on le dévalorise ipso facto. Une imposture légale, rendue possible par les subtilités de la loi 01-00 qui autorise les universités à créer des diplômes éponymes sans les inscrire dans le cadre des diplômes nationaux.

Résultat : le Master spécialisé devient un produit de consommation jetable, utile tout au plus dans le secteur privé, et encore. La Majorité de ces formations sont pour les enseignants un moyen d'arrondir les fins des mois. Pour les universités, une source de revenus. Pour l'étudiant un mirage d'élévation sociale.

Le faux-vrai diplôme

Pendant que les étudiants sont ainsi " Mastirysés", des enseignants, eux, franchissent la ligne. A Agadir, l'un d'eux défraye la chronique, arrêté pour avoir vendu des diplômes. Pas des attestations de présence, non, mais des diplômes en bonne et indue forme. De vrai-fais diplômés supérieurs sortis de son chapeau et payés de leurs poches. Récit de l'absurde :

Ce qui choque, c'est que ces faux diplômes là sont, eux, reconnus. Ils permettent à leurs détenteurs de passer des concours, d'obtenir des postes,

de siéger à des jurys. Pendant longtemps les pouvoirs publics ne bronchent pas ou si peu. L'Etat est ici à la fois victime et coupable d'une faraute qui n'est plus une exception. Mais une méthode, un raccourci de contournement que tout un écosystème rend possible : syndicats protecteurs, réseaux informels, silence complice, ministères absents.

Le paradoxe est total : un étudiant honnête, qui paye des milliers de dhs pour suivre un Master public non reconnu, voit sa formation invalidée. Un autre, achetant un titre sous la table, peut prétendre à tous les postes publics. L'un est floué par la loi, l'autre protégé par l'absence de responsabilité. L'un est victime d'un système défaillant, l'autre en est le fruit.

La double peine

Dans ce double dysfonctionnement, ce n'est pas seulement l'université qui est attaquée, c'est la valeur même du mérite et de l'effort. Ce sont les jeunes qui, à force d'efforts honnêtes, finissent par douter de l'effort. Ce sont les familles qui se sentent trompées. L'Etat est trahi, la société est trahie, et celle-ci dans son ensemble qui perd confiance dans ses propres institutions.

Le diplôme n'est plus le sésame du savoir ou de l'ascenseur social. Il est devenu un objet de doute. Une ligne sur un CV qui nécessite enquête.

Pour réparer les dégâts et recoller les morceaux, il faut plus qu'une volonté politique ferme, un sursaut moral. Sévir, assainir, restaurer les valeurs, et surtout exiger des rouages de l'Etat qu'ils cessent de produire ce qu'ils refusent de reconnaître, et reconnaître ce que des responsables à différents échelons, refusent de voir.



SOCIÉTAL FAKE NEWS

**QUAND LE SCANDALE
COMMENCE LE JOUR
OÙ LE MENSONGE
N'EST PLUS RÉSERVÉ
AUX PUISSANTS**



RÉDIGÉ PAR

*Adnane
Benchakroun*

Il y a, dans l'indignation contemporaine face aux fake news, quelque chose qui ressemble moins à une soudaine prise de conscience qu'à une perte de monopole.

Pendant des décennies, voire des siècles, la fabrication du récit collectif était l'apanage des puissants : États, empires, institutions, grands groupes médiatiques. La désinformation existait déjà, structurée, méthodique, souvent sophistiquée. Elle s'appelait propagande, communication stratégique, raison d'État. Elle ne choquait pas outre mesure, parce qu'elle était verticale, institutionnelle, presque "normale". On la critiquait parfois, mais rarement au point d'en faire un scandale civilisationnel. Le mensonge d'en haut bénéficiait d'un vernis de légitimité. Il parlait au nom de la stabilité, de l'intérêt général, de la sécurité nationale.

Puis la technologie est arrivée. Brutale, horizontale, incontrôlable. Elle a donné à la foule, à l'anonyme, à "n'importe quel internaute", la capacité de produire, diffuser et amplifier des récits concurrents. Pas toujours justes, loin s'en faut. Parfois grotesques, parfois dangereux. Mais soudain, le privilège de manipuler le réel n'était plus réservé aux sommets. Et c'est là que le ton a changé. Ce qui était tolérable quand il venait du pouvoir est devenu insupportable dès qu'il émanait de la base.

La fake news n'était plus une technique, mais une menace. Non pas parce qu'elle mentait — elle a toujours menti — mais parce qu'elle échappait au contrôle.

Alors on a vu surgir les appels à la régulation, à la législation, à l'encadrement d'urgence. Les mêmes voix qui, hier encore, invoquaient la liberté absolue de la presse et de l'expression, ont commencé à parler de "responsabilité", de "danger démocratique", de "pédagogie nécessaire pour le public". Les savants, les sachants, les experts autoproclamés ont redécouvert les vertus de la norme et de la sanction. Non sans une certaine ironie. Car ce qu'ils redoutent, au fond, ce n'est pas le mensonge, mais la perte d'autorité narrative.

La question n'est donc pas de savoir s'il faut lutter contre la désinformation. Évidemment qu'il le faut. La question est de savoir qui décide de ce qui est dicible, et au nom de quelle légitimité. Une société libre ne peut pas confier la vérité à un comité, fût-il éclairé. Elle ne peut que cultiver l'esprit critique, accepter le désordre du débat, et se souvenir que la liberté d'expression n'est jamais mise à l'épreuve quand elle protège les discours convenables, mais lorsqu'elle tolère ceux qui dérangent l'ordre établi.

Fake news d'aujourd'hui, fake news d'hier

Les fake news sont souvent présentées comme une pathologie contemporaine, un cancer numérique né avec les réseaux sociaux, les algorithmes et la viralité sans filtre. Cette vision est confortable, mais fausse. La désinformation n'est ni neuve ni accidentelle. Elle est consubstantielle au pouvoir, à la guerre, à la conquête des récits. Ce qui a changé, ce n'est pas la nature du mensonge, mais sa vitesse de propagation, sa mise en scène et son industrialisation.

Derrière la question des fake news se cache une interrogation plus profonde, presque philosophique : qui écrit la réalité collective ? Et au nom de quels intérêts ?

L'histoire est écrite par les vainqueurs : fake ou not fake ?

La formule est devenue un lieu commun, presque une évidence. Et pourtant, elle mérite d'être interrogée. L'histoire est-elle réellement écrite par les vainqueurs ? Oui, dans une large mesure. Mais surtout, elle est archivée, institutionnalisée et enseignée par eux.

Les exemples abondent. Les guerres coloniales ont longtemps été racontées comme des missions civilisatrices. Les révoltes populaires ont souvent été qualifiées de troubles à l'ordre public. Les résistants d'hier deviennent parfois les terroristes d'aujourd'hui, et inversement, selon le point de vue adopté. Ce n'est pas nécessairement un mensonge frontal. C'est souvent plus subtil : une sélection des faits, une hiérarchisation des souffrances, une invisibilisation des perdants.

Faut-il parler de fake news historiques ? Le terme est anachronique, mais l'intention existe. L'histoire officielle est rarement une falsification totale. Elle est plus souvent une vérité partielle, orientée, contextualisée dans un rapport de force. La fake news moderne, elle, procède par simplification brutale. L'histoire, elle, opère par omission lente.

Les agences de presse institutionnelles : neutralité proclamée, biais structurels ? fake ou not fake ?

AFP, Reuters, AP... Ces agences sont souvent présentées comme les piliers de l'information fiable, le socle factuel sur lequel repose le journalisme mondial. Elles disposent de réseaux, de méthodes, de chartes déontologiques solides. Dire qu'elles produisent des fake news serait caricatural. Mais dire qu'elles sont totalement neutres serait naïf.

Les agences institutionnelles fonctionnent dans des cadres politiques, économiques et géopolitiques précis. Elles choisissent leurs mots, leurs angles, leurs priorités. Un "conflit", une "opération militaire", une "riposte", une "attaque terroriste" : chaque terme porte une charge narrative. Le lexique n'est jamais innocent.



Le biais n'est pas forcément idéologique au sens militant. Il est souvent systémique. Certaines régions du monde sont sur-couvertes, d'autres invisibles. Certaines victimes ont un visage, un prénom, une biographie. D'autres restent des chiffres. Est-ce du fake ? Non. Est-ce une vérité complète ? Pas davantage.

La crédibilité des agences repose sur leur rigueur factuelle. Mais la factualité n'épuise pas la vérité. Entre ce qui est vrai et ce qui est montré, il y a un espace politique.

Médias privés : capital, ligne éditoriale et publicité — la fabrique du récit. Fake ou not fake ?

La question devient plus délicate lorsqu'on aborde les médias privés. Qui possède le média ? Qui le finance ? Qui achète ses espaces publicitaires ? Ces questions ne relèvent pas du complotisme, mais de l'économie politique des médias.

Un média n'est jamais une entité abstraite. Il est une entreprise, avec des actionnaires, des contraintes économiques, des objectifs de rentabilité. Cela ne signifie pas mécaniquement qu'il ment. Mais cela influe sur ce qu'il choisit de traiter, sur la manière de le faire, sur ce qu'il évite soigneusement.

La ligne éditoriale n'est pas une invention malveillante. C'est un positionnement assumé. Le problème surgit lorsque cette ligne se présente comme une neutralité absolue, alors qu'elle est clairement située. Le public, lui, confond souvent opinion, analyse et information brute.

La publicité ajoute une autre couche de complexité. Un média très dépendant des revenus publicitaires développera, consciemment ou non, une prudence éditoriale à l'égard de certains annonceurs ou secteurs économiques. Là encore, pas besoin de fake news grossières. Il suffit parfois de ne pas enquêter.

Télévisions privées et polémique permanente, fake ou not fake ? : le cas CNEWS

CNEWS est devenu, en France, un symbole. Pour ses défenseurs, la chaîne brise le conformisme médiatique et offre une pluralité de voix. Pour ses détracteurs, elle incarne une machine à polarisation, où l'opinion prend le pas sur le fait.

Parler de "fake news permanente" serait excessif et juridiquement fragile. Mais parler de déséquilibre structurel, de confusion entretenue entre information et commentaire, est légitime. Le modèle économique de certaines chaînes repose sur l'attention continue, l'indignation, la conflictualité. Le clash devient une ressource.

Dans ce cadre, la vérité n'est pas toujours falsifiée. Elle est mise en scène, fragmentée, instrumentalisée. Un fait isolé devient une tendance générale. Une anecdote devient une preuve. Une émotion remplace une démonstration.

Le danger n'est pas tant le mensonge que la saturation cognitive. À force de commenter tout, en permanence, on ne hiérarchise plus rien. Le public ne sait plus ce qui relève du fait établi, de l'interprétation ou de la provocation rhétorique.

Fake news : mensonge, récit ou symptôme ?

La fake news n'est pas toujours une information fausse. Elle est souvent une information vraie, sortie de son contexte, exagérée, instrumentalisée ou répétée jusqu'à devenir toxique. Elle prospère sur la défiance généralisée : défiance envers les institutions, les élites, les médias traditionnels.

Dans ce sens, la fake news est moins la cause que le symptôme d'une crise de confiance. Une société qui ne croit plus ses médiateurs d'information devient vulnérable aux récits simplistes, aux explications totales, aux ennemis désignés.

Opposer "médias traditionnels" et "réseaux sociaux" est une erreur. Les uns alimentent souvent les autres. La frontière est poreuse. La responsabilité est collective : journalistes, propriétaires de médias, plateformes, mais aussi citoyens-consommateurs d'information.

La vérité n'est jamais pure. Mais elle peut être honnête ou relativement honnête. Et dans un monde saturé de récits concurrents, cette honnêteté devient un acte politique au sens noble.



Vers une écologie de l'information

La question n'est donc pas simplement : fake ou not fake ? Elle est plus exigeante : qui parle, depuis où, pour dire quoi, et à qui ? Apprendre à lire l'information, c'est apprendre à lire le monde, ses rapports de force, ses angles morts.

La solution ne réside ni dans la censure, ni dans la nostalgie d'un âge d'or médiatique qui n'a jamais existé. Elle passe par l'éducation critique, la transparence sur les intérêts en jeu, et une exigence renouvelée de rigueur journalistique.

LODJ

WWW.PRESSPLUS.MA



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

SCAN ME



PRESSPLUS EST LE KIOSQUE %100 DIGITAL & AUGMENTÉ
DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA
MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS...

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC



SOCIÉTAL CNP



PRESSE SOUS PRESSION ET RÉFORME EMPRESSÉE



RÉDIGÉ PAR

*Aziz
Boucetta*

Il est des situations qui marquent l'existence d'une personne, d'une entreprise, d'un secteur d'activité, d'un pays même parfois... des situations qui forment des tournants, des points d'inflexion, avec un avant et un après... des situations auxquelles on peut appliquer la formule que rien ne sera plus jamais comme avant.... Et c'est ce que connaît aujourd'hui le secteur des médias au Maroc, où désormais rien ne sera plus en effet comme avant.

Quel est le problème ?

Le problème est dans cette relation toujours conflictuelle entre médias et pouvoirs publics, invariablement teintée de méfiance mutuelle, dans laquelle les deux parties, politiques et médias, usent de tous leurs moyens, activent tous leurs réseaux et emploient toutes leurs armes pour arriver à leurs fins.

La différence est qu'aujourd'hui, les médias disposent d'une arme supplémentaire et ô combien puissante, en l'occurrence les nouvelles technologies.

Le gouvernement ne l'accepte pas, il agit, mais ne peut résister ni aux nouveaux médias qui ont le pouvoir de réagir ni à la société qui a la capacité – et une très forte volonté – de rugir ; l'Etat médite, les professionnels militent, le gouvernement ne recule pas, la société spéculé. Tout s'arrête.

Pour cette réforme du Conseil national de la presse (CNP), tout le monde s'y est mis, en même temps et tout le monde s'est trompé, en même temps.

Le gouvernement a voulu réglementer et encadrer mais il a mal calibré son action ; la profession a souhaité s'autoréguler mais elle s'est divisée ; les destinataires, la société, veulent toujours mieux et plus s'informer, et ils ont encouragé l'évolution des médias par l'émergence de nouvelles formes et plateformes et de nouvelles/anciennes figures.

Le résultat inattendu est que tout le monde, finalement, s'est « radicalisé », pour reprendre une expression chère à nos amis français.

Le gouvernement ne veut rien savoir d'autre que passer sa loi, telle quelle, les professionnels ne se parlent plus, ou le font en criant, chaque camp voulant tirer la couverture à lui, en tirant sur l'autre, et le public a perdu confiance en ses médias, accordant son attention, sa sympathie et son temps aux nouveaux diseurs de bonnes aventures ou prophètes de malheur, qui se reconnaîtront.

Dans tout cet embrouillamini où les uns et les autres œuvrent à marquer des points, où vidéos, contre-vidéos, podcasts et contre-podcasts se multiplient, le CNP, objectif et point nodal de l'ensemble de la profession et de sa tutelle, sombre corps et âme.

Et, glissant sur les dernières péripéties filmées, enregistrées, fuitées ou même chuchotées, cela fait plusieurs années que cela dure.

Le gouvernement Akhannouch avait consensuellement prolongé le mandat de l'ancien CNP présidé par Younes Mjahed depuis son élection en 2018, mais de reports en débats, de controverses en résistances, les choses traînent et c'est tout le secteur qui patauge.

Chacun dispose d'une version, d'une thèse, d'une façon de voir, du ministère avec son projet de loi semble-t-il déséquilibré aux professionnels et leur contestation en apparence légitime.

Et puis il y a eu l'affaire Mahdaoui... Lui se dit victime de complot, les complotistes supposés s'en défendent ; il a été quand même privé de carte de presse, à tort selon lui, à raison selon ceux qui la lui ont retirée. Puis il diffuse l'enregistrement de la séance de la commission de déontologie...

L'acte est illégal et il pourrait en répondre, mais ce qui a été révélé l'est tout autant, en plus d'être peu éthique et quelqu'un devrait en répondre aussi.

Les choses n'ont donc jamais été aussi crispées et tout le monde est sur le pont, ministère, syndicat, associations professionnelles, journalistes de tous niveaux et de tous grades, et le public.

Qu'on le veuille ou non, c'est l'impasse ; et comme chacun sait, quand on s'engage dans une impasse puis qu'on force droit devant, on s'encastre dans un mur. Le secteur n'en est pas loin, et la sagesse doit désormais prévaloir. Il serait insensé de vouloir traverser ce mur sans dégâts majeurs...

Il faut le dire aujourd'hui, malgré tous ses efforts et en dépit des attaques qu'il a subies et qu'il continue d'endurer, le ministre Mehdi Bensaïd a fait ses choix politiques et les assume, comme il l'a encore vaillamment fait hier sur 2M ; mais il faut croire et même admettre que les résistances sont fortes et que, en cas de passage en force, la situation risquera plus d'empirer que de s'améliorer.

Nous en sommes là, et la solution passera inévitablement, tôt ou tard, d'une manière ou d'une autre, par le nécessaire et vital rétablissement de la confiance entre l'Etat (et le gouvernement) et les professionnels en toutes leurs qualités et statuts.

Dans le cas contraire, rien ne sera possible, crédible et durable. Pour sa part, l'Etat (plus encore que le gouvernement) doit apprendre à appréhender les choses autrement, en acceptant la critique, la nouveauté et même, parfois, la perfidie.

Il est naturel que les gens s'expriment, et si certains cherchent l'audience ou la puissance, les accepter est un « mal » nécessaire.

L'Etat ne dispose de toutes les façons plus de la capacité de contrôler les nouvelles formes d'expression, sous peine d'abîmer son image de liberté et de respect du droit.

Et dans l'immédiat, il est important que tout cela cesse, car les médias forment un domaine où l'éthique est primordiale et il se trouve aujourd'hui que le Maroc a besoin plus que jamais d'éthique, et donc d'inspirer confiance.

En effet, le plan d'autonomie « réelle » de nos provinces du Sud doit convaincre dehors et dedans, les jeunes (GenZ ou pas) voudraient croire en leur pays et leur avenir, donc en leur Etat, et les investisseurs doivent être rassurés pour s'engager.

Un consensus doit donc impérativement et rapidement être trouvé entre les différents protagonistes, alors même que le projet de loi 26-25, objet de toutes ces passions et de tous ces mouvements d'humeur et de fureur, est en discussion à la Chambre des conseillers. Y renoncer serait une erreur, le passer en force serait une faute.

Les uns et les autres, Etat, gouvernement, professionnels éditeurs et journalistes, société civile... doivent aujourd'hui revenir à de meilleurs sentiments, renouer les contacts, restaurer la confiance pour faire honneur à l'article 28 de la constitution.

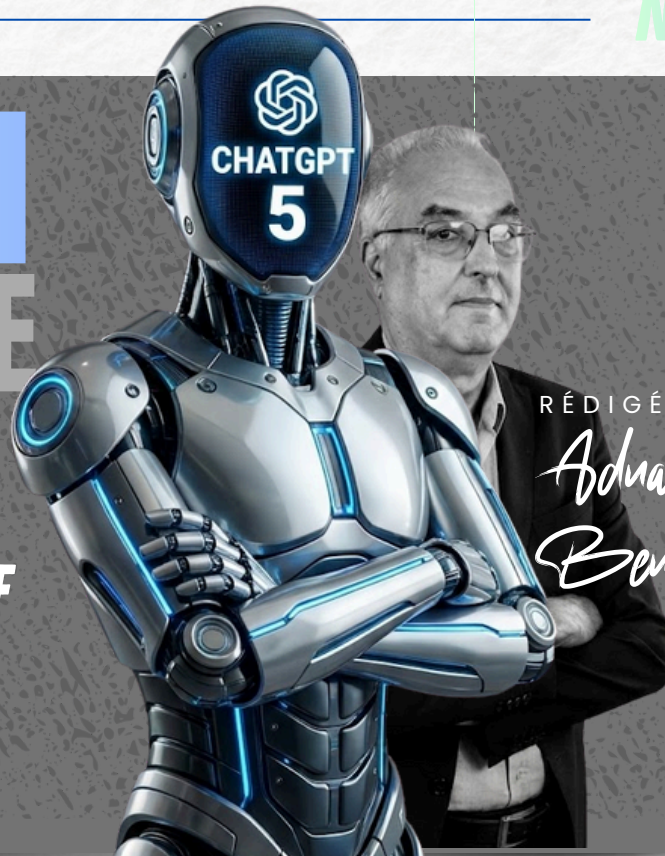
Autrement, l'article 42, alinéa 1, pourrait être activé, pour un arbitrage suprême, pour protéger le choix démocratique et pour veiller au bon fonctionnement des institutions constitutionnelles du royaume.

Car la sagesse doit, au final, primer et imprimer sa marque à ce secteur ô combien essentiel de la presse et des médias.



DIGITECH AGENCIELLE

**DE L'ASSISTANTE
SAVANTE À L'IA CHEF
DE PROJET : L'ÈRE
DES « AGENTS »**



RÉDIGÉ PAR

*Adnane
Benchakroun*

Avec ChatGPT 5 et ses équivalents, l'intelligence artificielle franchit une nouvelle frontière : elle ne se contente plus de répondre ou d'exécuter. Elle orchestre, coordonne et pilote des équipes... d'autres IA.

La fin du mythe de « l'assistante BAC+30 »

Pendant plusieurs années, la métaphore dominante pour expliquer la puissance des grands modèles de langage était celle de « l'assistante surqualifiée » : un cerveau encyclopédique, multi-diplômé, capable de brasser économie, médecine, ingénierie ou art, et de produire des livrables en tout format : texte, image, code, présentation, vidéo.

Cette image reste vraie... mais elle devient réductrice. Car l'IA ne se contente plus de savoir et de faire : elle apprend à diriger.

Bienvenue dans l'ère de l'IA agencielle

La grande nouveauté introduite par ChatGPT 5 et ses concurrents avancés est le mode Agents. Dans ce paradigme, l'IA cesse d'être un simple outil ou co-pilote : elle devient chef de projet.

Concrètement, au lieu qu'un utilisateur enchaîne manuellement les requêtes (« rédige un texte », « génère une image », « corrige le code »...), l'IA prend en charge l'intégralité du workflow de production. Elle découpe le travail en étapes, attribue chaque étape à un sous-agent spécialisé

(IA experte en design, en analyse de données, en optimisation SEO, etc.), supervise l'avancement, contrôle la cohérence et livre le produit fini.

De la chaîne de tâches à la chaîne de valeur

L'enjeu dépasse la simple automatisation. Une IA-agent ne gère pas une suite de tâches isolées, mais une chaîne de valeur :

Planification stratégique : analyse du besoin, définition des objectifs et indicateurs de performance.

Répartition intelligente : choix et configuration des sous-agents selon leurs compétences et priorités.

Exécution parallèle : les sous-agents travaillent en simultané, ce qui accélère considérablement la production.

Contrôle qualité intégré : l'IA chef de projet valide, corrige, harmonise et ajuste selon les retours intermédiaires.

Livraison clé en main : le produit final est prêt à être publié, intégré ou livré au client... sans intervention humaine lourde.

On passe ainsi d'une logique d'assistant multitâche à celle d'un directeur de production numérique.

Un exemple concret : la production média

Imaginons une rédaction qui doit produire un dossier complet sur un sujet d'actualité.

Avec le mode Agents :

L'IA chef de projet reçoit le cahier des charges.

Elle active un agent « Recherche & veille » pour collecter données, citations et tendances.

En parallèle, un agent « Rédaction » rédige l'article, un agent « SEO » optimise les mots-clés, un agent « Infographie » prépare des visuels et un agent « Vidéo » monte une capsule pour les réseaux sociaux.

Le chef-IA coordonne, ajuste le ton, homogénéise la charte graphique et valide la cohérence.

Le dossier complet (texte, visuels, vidéos, résumés pour réseaux) est prêt... en quelques minutes.

Des gains massifs... mais aussi de nouveaux défis

Avantages :

Vitesse : réduction drastique du temps de production.

Efficacité : moins d'erreurs, plus de cohérence.

Scalabilité : possibilité de lancer plusieurs projets en parallèle sans surcharge humaine.

Enjeux :

Contrôle éditorial et éthique : qui valide la ligne, les sources, l'orientation ?

Transparence : l'utilisateur saura-t-il qui (ou quoi) a produit chaque partie ?

Dépendance : risque de perte de savoir-faire interne si toute la chaîne est externalisée à des agents.

Une transformation comparable à l'arrivée des ERP

L'impact des IA-agents rappelle l'introduction des ERP (progiciels de gestion intégrée) dans les entreprises dans les années 1990-2000 : un outil central qui supervise l'ensemble des flux, coordonne plusieurs fonctions et optimise en temps réel. Sauf qu'ici, il ne s'agit pas seulement de gérer les processus, mais aussi de les exécuter.

Demain : l'IA chef d'entreprise ?

Si aujourd'hui les agents IA se limitent à des projets bien délimités, rien n'empêche d'imaginer qu'ils pilotent un jour une entreprise entière virtuelle : stratégie, production, marketing, relation client, comptabilité... tout serait géré par un écosystème d'IA autonomes, avec un humain en position de superviseur stratégique ou d'actionnaire.

La question n'est donc plus si cette mutation aura lieu, mais comment les humains s'y prépareront, en termes de compétences, de gouvernance et de régulation.



DIGITECH EMOTIONNELLE

**EXPOSITION VIRTUELLE
"L'HISTOIRE DE L'IA DE
1940 À 2025" EN 20
TABLEAUX À DEUX
MAINS AB & IA**



RÉDIGÉ PAR

Adnane
Benchakroun

Coming soon : Exposition virtuelle à l'occasion des trois bougies de CHATGPT

Présentation de l'exposition : L'IA en 20 tableaux : de Turing à demain

Raconter l'histoire de l'intelligence artificielle, c'est traverser un siècle d'audace, d'erreurs, de visions trop grandes pour leur époque et parfois trop petites pour ce qui allait suivre. Ce portfolio n'est pas un manuel technique ni un récit chronologique. C'est une galerie. Un musée imaginaire où chaque tableau capture un moment de bascule, une tension, un doute, une intuition géniale qui a déplacé les frontières du possible.

Tout commence dans une pièce sombre avec L'Énigme de Turing, là où la question fondatrice — « une machine peut-elle penser ? » — ouvre un vertige qui résonne encore aujourd'hui. Puis viennent les premiers élans, les premières déceptions, l'hiver glacial de l'IA, la renaissance discrète du machine learning, et enfin le séisme du deep learning, qui transformera définitivement la discipline.

L'exposition suit ensuite le fil incandescent d'une saga technologique : GPT-1, timide murmure ; GPT-2, gardé sous clé comme un secret dangereux ; GPT-3, l'explosion créative ; GPT-4, l'œil capable de lire le monde ; GPT-5 enfin, intelligence fluide et omniprésente qui accompagne ce mois de décembre 2025.

Chaque tableau, présenté dans une vidéo d'une playlist de cette chaîne Youtube, n'est pas seulement un repère historique, mais un miroir. Il interroge notre rapport à la connaissance, à l'invention, au pouvoir. Il montre que l'IA n'est pas une rupture soudaine, mais un fleuve alimenté par des générations de chercheurs, de doutes et de tentatives.

Et demain ?

Demain n'a pas encore de tableau.

Il attend la main qui osera le peindre — ou la machine qui osera le proposer.

Les 20 tableaux de l'exposition : "L'histoire de l'IA de 1940 à 2025"

1. L'Énigme de Turing : « Alan Turing dans une pièce sombre remplie de machines à relais, une lumière froide éclaire son visage concentré. Sur le mur, des formules et un ruban perforé. Ambiance énigmatique façon film noir scientifique. Ton sépia, brume légère, typographie rétro années 40. »

2. Le Perceptron de Rosenblatt : « Un énorme cerveau mécanique suspendu dans un laboratoire militaire US, câbles lumineux rouges et bleus. Rosenblatt en blouse blanche observe la machine avec fascination. Texture grain argentique, style affiche NASA vintage. »

- 3. L'Hiver de l'IA :** « Un robot couvert de givre abandonné dans une salle informatique glacée, néons cassés, silence total. Palette bleu/gris, ambiance Blade Runner enneigée. Gros titre en lettres fissurées. »
- 4. La Renaissance du Machine Learning :** « Des data scientists comme des explorateurs, face à une montagne de données fluorescentes. Rayons de lumière symbolisant l'apprentissage. Style "expédition héroïque", lumière dorée. »
- 5. Le Réveil du Deep Learning (2006) :** « Un réseau neuronal gigantesque apparaît dans le ciel comme une constellation. Hinton en silhouette, levant les yeux. Couleurs violettes et or, inspiration "premier contact". »
- 6. La Révolution GPU :** « Un moteur de vaisseau spatial formé d'un GPU géant, étincelles bleues, puissance à l'état brut. Style blockbuster futuriste avec motion blur et halo lumineux. »
- 7. 2012 : AlexNet Triomphe :** « Une scène sportive métaphore : un robot franchit la ligne d'arrivée, laissant derrière lui des erreurs d'image brisées. Ton orange/bleu, style documentaire héroïque. »
8. Les Agents Conversationnels pré-GPT : « Siri, Cleverbot et d'autres agents représentés comme des petits robots maladroits dans un bureau futuriste. Couleurs pastel, ton humoristique, typographie friendly. »
- 9. Le Big-Bang Transformer (2017) :** « Une explosion silencieuse dans l'espace formant l'architecture "Attention is all you need". Couleurs galaxie profondes, violet/bleu, ambiance mythologique. »
- 10. GPT-1 : La Machine qui Murmure :** « Une machine neuronale encore floue, enveloppée d'un voile lumineux. Un premier mot brillant apparaît dans le vide. Style poétique et minimaliste. »
- 11. GPT-2 : L'IA Interdite :** « Un serveur verrouillé avec des bandes de police "Do Not Release", des lignes de texte s'échappent en lumière rouge. Ambiance suspense, couleurs noires et rouges. »
- 12. GPT-3 : La Déflagration Créative :** « Une explosion blanche au centre d'une ville numérique : texte, musique, images jaillissent comme des particules. Style épique, très lumineux. »
- 13. ChatGPT : La Révolution Quotidienne, 2020 :** « Un visage humain et un visage IA se font face, séparés par un flux de texte en mouvement. Couleurs douces, lumière blanche, ambiance accessible et humaine. »
- 14. GPT-4 : L'Œil Multimodal :** « Un œil géant constitué de pixels, schémas et photos. Un faisceau lumineux analyse plusieurs mondes en même temps. Tons bleu nuit et argent. »
- 15. L'IA Émotionnelle & Agents Autonomes (2024) :** « Un robot humanoïde touche la main d'un humain dans un décor semi-naturel, semi-numérique. Aura lumineuse. Ambiance sensible, presque spirituelle. »
- 16. La Guerre des Modèles (Gemini / Claude / Llama / Mistral) :** « Quatre titans numériques en silhouettes géantes affrontent un ciel fracturé. Éclairs de couleurs distinctes : bleu, violet, rouge, doré. Typographie hard-tech. »
- 17. GPT-5 : L'Intelligence Fluide :** « Une rivière de lumière qui se transforme en réseau neuronal. Un personnage symbolique marche dessus. Style épuré, bleu glacier et blanc. »
- 18. IA & Médecine : Le Cerveau Augmenté :** « Un chirurgien opère un patient entouré de hologrammes biométriques. L'IA apparaît comme une silhouette lumineuse co-chirurgienne. Tons bleu clair. »
- 19. IA & Art : La Création à Deux Mains :** « Un peintre humain et un bras robotique peignent ensemble une grande fresque de lumière. Palette vibrante, ambiance poétique. »
- 20. L'Ère Post-Modèle : L'IA comme Écosystème :** « Une cité entièrement modélisée par des flux lumineux interconnectés. L'humanité marche au centre, minuscule mais libre. Tons dorés, ambiance monumentale. »



À deux mains : un peintre amateur et une intelligence artificielle

Si cette exposition existe, c'est parce qu'elle raconte deux histoires en parallèle. La première, c'est celle de l'intelligence artificielle, de ses tâtonnements, de ses éclats, de ses excès parfois, et de son évolution fulgurante jusqu'à GPT-5 en ce mois de décembre 2025. La seconde, plus discrète mais tout aussi essentielle, c'est la mienne. À l'heure où d'autres referment leurs carnets de travail, j'ai choisi d'ouvrir le mien, non pas pour enseigner, mais pour apprendre encore.

Ces vingt tableaux sont nés à deux mains : les miennes, celles d'un peintre amateur qui cherche depuis toujours à comprendre le monde par la couleur ; et celles d'une intelligence artificielle qui, étrangement, m'a offert un miroir. Elle ne sait pas peindre, mais elle sait proposer ; elle ne sait pas sentir, mais elle sait éclairer ; elle ne sait pas rêver, mais elle sait ouvrir des chemins.

Cette exposition est une conversation. Un dialogue entre l'humain qui doute et la machine qui calcule, entre l'expérience d'un senior à la retraite et la rapidité d'un modèle numérique. Ensemble, nous avons tenté de fixer en images un siècle d'idées, de ruptures et d'espairs.

Créer à deux n'enlève rien à l'humain.

Cela rappelle simplement qu'il n'est jamais trop tard pour réinventer sa manière de regarder le monde.

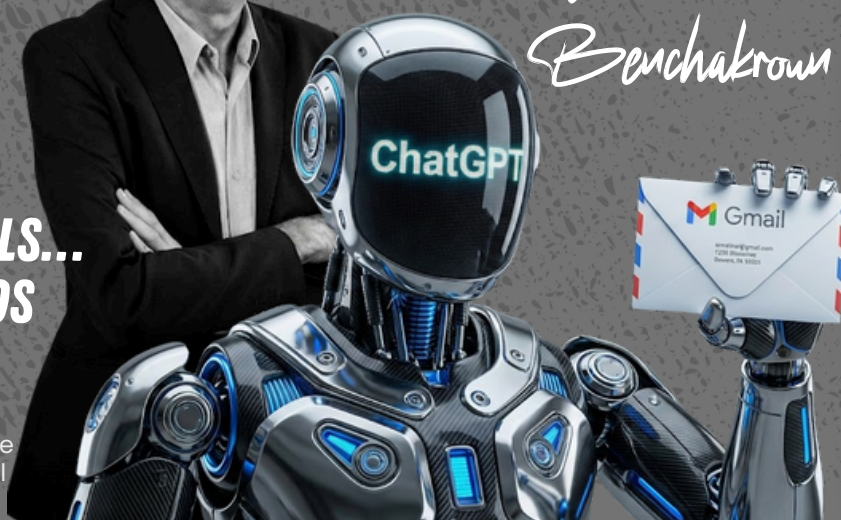
DIGITECH GPT5

**L'IA QUI ÉCRIT VOS MAILS...
ET LES ARNAQUES DE VOS
ESCROCS**

ChatGPT-5 : quand l'intelligence artificielle devient l'arme préférée des cybercriminels

RÉDIGÉ PAR

*Adnane
Benchakroun*



L'arrivée de ChatGPT-5, dévoilé le 7 août 2025, fait souffler un vent d'enthousiasme sur le monde numérique. Mais cette prouesse technologique cache un revers inquiétant : les pirates informatiques n'ont jamais disposé d'outils aussi puissants pour perfectionner leurs arnaques. Entre fascination et frayeur, il est urgent d'interroger les impacts de cette nouvelle ère sur la cybersécurité au Maroc et ailleurs.

Une révolution qui change aussi la face du crime numérique

ChatGPT-5 n'est pas seulement une mise à jour logicielle. C'est un véritable saut qualitatif dans la maîtrise du langage, de la créativité et de la compréhension contextuelle. Ce qui impressionne le citoyen lambda séduit tout autant... les malfaiteurs.

Les courriels frauduleux, qui jadis trahissaient leur origine par des fautes grossières ou des tournures maladroites, atteignent désormais un niveau quasi indiscernable d'un message professionnel authentique. On ne parle plus de spam mal rédigé, mais de messages ciblés, capables d'adapter le ton à un directeur financier, un jeune étudiant ou un retraité. Le cybercriminel peut, en quelques clics, personnaliser le discours avec une précision chirurgicale.

Un expert marocain en cybersécurité confiait récemment sous anonymat : « Le phishing n'est plus un filet jeté au hasard. C'est une ligne tendue avec un appât parfaitement choisi pour chaque poisson. »

Multilinguisme et imitation : les nouvelles armes de persuasion

Avec ChatGPT-5, un escroc peut produire une arnaque en arabe dialectal, en français administratif ou en anglais juridique, le tout sans erreur. Pour un pays comme le Maroc, où le multilinguisme structure la société, cela ouvre un champ de vulnérabilités inédit.

Autre danger majeur : l'usurpation de personnalité. L'IA reproduit des styles d'écriture avec une fidélité troublante, générant des faux e-mails d'un patron à son comptable, ou d'un ministre à un cadre administratif. Couplé aux deepfakes vocaux et vidéo, on frôle la fraude parfaite dite « au président ». Et face à une voix qui semble authentique ou un visage en visioconférence, qui aurait le réflexe du doute ?

Automatisation intelligente et attaques coordonnées

Les cyberattaques d'antan reposaient sur la patience humaine des pirates. Aujourd'hui, tout peut être automatisé. ChatGPT-5 peut analyser un profil LinkedIn, identifier les centres d'intérêt d'une cible et adapter en direct son discours si la victime hésite. Ce que l'on appelait hier l'ingénierie sociale devient aujourd'hui un théâtre interactif piloté par l'IA.

Pire encore : l'ère des attaques multimodales. Imaginez recevoir un e-mail d'un collègue, suivi d'un appel vocal crédible, puis d'un message WhatsApp appuyé par un document PDF falsifié. Derrière ce scénario, un seul cerveau artificiel orchestre la mise en scène.

Les nouvelles fraudes invisibles

ChatGPT-5 ne se contente pas de séduire : il s'installe dans la durée. Les « arnaques conversationnelles » émergent déjà. Ce sont des bots qui discutent des semaines sur un forum, nouent de la confiance dans un groupe WhatsApp, puis activent la fraude quand le moment est mûr.

Ajoutez à cela la création instantanée de faux documents : contrats, factures, cartes d'identité, tous plus vrais que nature. Dans un pays où l'administration se digitalise à grande vitesse, la question de l'authenticité documentaire devient un enjeu de souveraineté nationale.

Et le monde de l'entreprise n'est pas épargné. De fausses sociétés, avec sites web impeccables et services clients virtuels, se créent en quelques heures. Le B2B, secteur pourtant réputé plus vigilant, devient une nouvelle cible.

Entre fatalisme et résilience : que faire au Maroc ?

Il serait facile de céder au catastrophisme : après tout, si ChatGPT-5 est déjà si puissant, que feront ses successeurs ? GPT-6, GPT-7 et plus tard, couplés à l'ordinateur quantique, pourraient donner naissance à des menaces d'un niveau aujourd'hui inimaginable.

Pour autant, le Maroc n'est pas condamné à subir. Depuis la création de la Direction Générale de la Sécurité des Systèmes d'Information (DGSSI) et la montée en puissance de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI-Maroc), des efforts sont engagés pour renforcer les capacités nationales. Universités, start-ups et services publics multiplient les programmes de formation et de veille.

Comme le souligne l'ingénieur et consultant marocain en cybersécurité Yassir L., « Le problème n'est pas l'IA en soi, mais l'écart entre ceux qui savent s'en servir et ceux qui en ignorent les risques. Notre mission est de réduire ce fossé. »



Une bataille culturelle avant tout

Au fond, la cybersécurité n'est pas qu'une affaire de logiciels et de pare-feux. C'est d'abord une affaire de culture numérique. Dans les entreprises marocaines, beaucoup d'employés ouvrent encore des pièces jointes suspectes ou cliquent sur des liens douteux. ChatGPT-5 rend ces pièges plus sophistiqués, mais le réflexe de vigilance reste la meilleure arme.

La pédagogie est donc essentielle. Sensibiliser les élèves, former les cadres, instaurer une culture de vérification systématique : voilà le vrai antidote. La technologie peut aider, mais la résilience collective se construit sur la conscience partagée du danger.

Entre espoir et vertige

ChatGPT-5 est une merveille technologique, mais il agit comme un miroir grossissant des travers humains. Là où il y a créativité, il y aura aussi fraude. Là où il y a puissance, il y aura abus.

Au Maroc comme ailleurs, l'enjeu n'est pas d'arrêter le progrès, mission impossible, mais de s'y adapter, de se préparer, et surtout d'anticiper. Les cybercriminels se frottent déjà les mains. Aux institutions, aux entreprises et aux citoyens d'apprendre à fermer le poing.

TRUMP UKRAINE

**L'ANNÉE QUI S'EN VA
ET CELLE QUI VIENT:
FORREST " TRUMP "
ET L'UKRAINE !?**



RÉDIGÉ PAR

*Hafid Fassi
Fihri*

Dans quel monde vivons-nous en 2025 , dans quel monde allons-nous vivre en 2026 !?
Première partie

Forrest " Trump " !?

Il n'y aura probablement pas de paix juste et équitable en Ukraine, ni de paix durable dans la bande de Gaza et l'OTAN se prépare à la guerre !

Après l'ultimatum lancé à Kiev par Donald Trump pour accepter un plan de paix américain en vingt-huit points, et que les européens ont réussi à faire avorter, Volodymyr Zelensky, conseillé par Berlin et Londres , a remis une contre-proposition avec des concessions territoriales , une zone démilitarisée dans le Donbass et pas d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.

Dans ce jeu d'échecs diplomatique , le président américain qui serait en train de favoriser les intérêts de la Russie selon les européens, a exigé de prochaines élections en Ukraine : une manière de mettre un coup de pression supplémentaire à Volodymyr Zelensky.

Dans les faits, les Européens estiment que le plan de paix de Trump , qui aurait été rédigé par les Russes, signifierait la capitulation de l'Ukraine et le partage de ses ressources minières entre Moscou et Washington.

En outre , les européens jugent que Vladimir Poutine utilise les vraies-fausse négociations avec Donald Trump comme un moyen de poursuivre les opérations militaires !

La théorie du pire

Non seulement l'Union Européenne joue sa crédibilité dans cette histoire, mais il se pourrait que le glas ait sonné pour le déclin politique et économique des européens, et accessoirement celui de l'OTAN !

Conscients de ne pas disposer de ressorts diplomatiques dans le conflit en cours et encore moins de marge de manœuvre dans ces pourparlers pour la fin de la guerre , on peut avoir cette impression que les européens préfèrent que la guerre continue et ne prenne pas fin

A cet effet, ils insistent sur l'envoi de forces multinationales pour le maintien d'une éventuelle paix en Ukraine et surtout, ils cherchent à utiliser la carte des avoirs russes gelés pour accorder un crédit à Kiev !

L'Ukraine n'a apparemment plus les moyens de rester en guerre et les européens en puisant dans les avoirs russes gelés risquent de donner au conflit un tournant vertigineux ! Peut-être est-ce aujourd'hui le prix à payer pour éviter le déclin politique de l'Europe , un déclin civilisationnel évoqué d'ailleurs par Donald Trump lors de la présentation de sa nouvelle doctrine sécuritaire.!?

Pour le moment , l'UE gèle pour une durée indéterminée les avoirs souverains russes dans l'espoir de résister à la tentative de «hold-up» de Donald Trump ! En effet, les Américains tentent de mettre la main sur les avoirs russes gelés en Europe, que l'UE veut mobiliser pour financer son soutien à Kiev.

By Lodj

LODJ24

LA
WEB TV

100% digitale
100% Made in Morocco



WWW.LODJ.MA

Dans le plan de paix concocté par Kirill Dmitriev, président du fonds d'investissement russe, et Steve Witkoff, envoyé spécial de Donald Trump figurait effectivement une tentative de captation des avoirs russes gelés.

Les actifs gelés sont entre les mains des Européens , mais vont-ils réussir à damner le pion aux Américains !

Et les tractations en cours à Berlin après celles de Genève ont été marquées par un bras de fer étincelant entre américains et européens !

Coup de poker sur les avoirs russes gelés : un «hold-up» de Donald Trump !?

Si les Américains tentent de mettre la main sur les avoirs russes gelés en Europe, que l'UE veut mobiliser pour financer son soutien à Kiev. , dans cette partie de poker, la Maison Blanche ne risque pas de répondre favorablement aux Européens concernant les garanties de sécurité pour l'Ukraine après un éventuel cessez-le-feu.

Dans ce chantage sécuritaire, Washington ne risque absolument pas de se mettre du côté des Européens en cas d'un conflit ouvert entre la Russie et l'OTAN. Et pire , Moscou n'acceptera jamais ce plan remodelé par les européens si ces derniers utilisent, de manière illégale , les avoirs russes !

Et il ne faudra pas non plus compter sur Washington pour des garanties de sécurité pour l'Ukraine ! Autrement dit , les européens sont carrément pris au piège implacable de la diplomatie de cowboys de la Maison Blanche !

N'en déplaise aux apôtres du catastrophisme ou aux prophètes de l'Apocalypse, ceux qui souhaitent une troisième guerre mondiale en Europe et les autres qui se préparent à une nouvelle meurtrière pandémie, on espère que pour vous l'année qui vient sera meilleure que celle qui s'en va !

Le déclin politique et économique des européens se dessine-t-il à travers cette fuite en avant pour la guerre contre la Russie ?

Le déclin politique et économique des européens se dessine-t-il à travers cette fuite en avant pour la guerre contre la Russie ?

L'OTAN sans l'Amérique !

L'OTAN peut-elle s'engager dans un conflit contre la Russie sans le soutien du Pentagone.!? L'alliance atlantique s'est montrée trop alarmiste évoquant des scénarios cauchemardesques et prévenait qu'elle se préparait désormais à la guerre !

Paris, Londres et Berlin se préparent également au pire et la perspective d'un conflit majeur en Europe est désormais un risque majeur et une menace pour la stabilité du monde en 2026 ! Et les pays de la frontière nord et ceux du flanc oriental de l'espace européen , comme la Roumanie et la Pologne , persistent à considérer la Russie comme une menace !

Exit le spectre de déclin politique et civilisationnel de l'Europe , les symptômes de déclin économique sont également persistants .En effet, la BCE prévient les Européens: le très important déficit américain de 6% du PIB pourrait faire trembler les marchés et la monnaie jusque dans le Vieux Continent !

Le déficit américain et l'instauration des droits de douane auront des conséquences directes sur la stabilité financière de l'Europe, avertit la BCE qui s'inquiète des valorisations excessives dans l'IA.

Pour clore ce chapitre du déclin politique de l'Europe, il est significatif et flagrant que lors des récents pourparlers les européens ont négocié l'accord de Washington pour l'adhésion de l'Ukraine à l'Union Européenne !

Avec l'année qui vient et celle qui s'en va , on entendra encore très souvent parler de l'affligeante diplomatie de cow-boys que la Maison Blanche inflige au monde .

Pour terminer , en conclusion , n 'en déplaise aux apôtres du catastrophisme ou aux prophètes de l'Apocalypse, on espère toutefois que pour vous l'année qui vient sera meilleure que celle qui s'en va !



LODj



لنخبرك By LODj فجيك

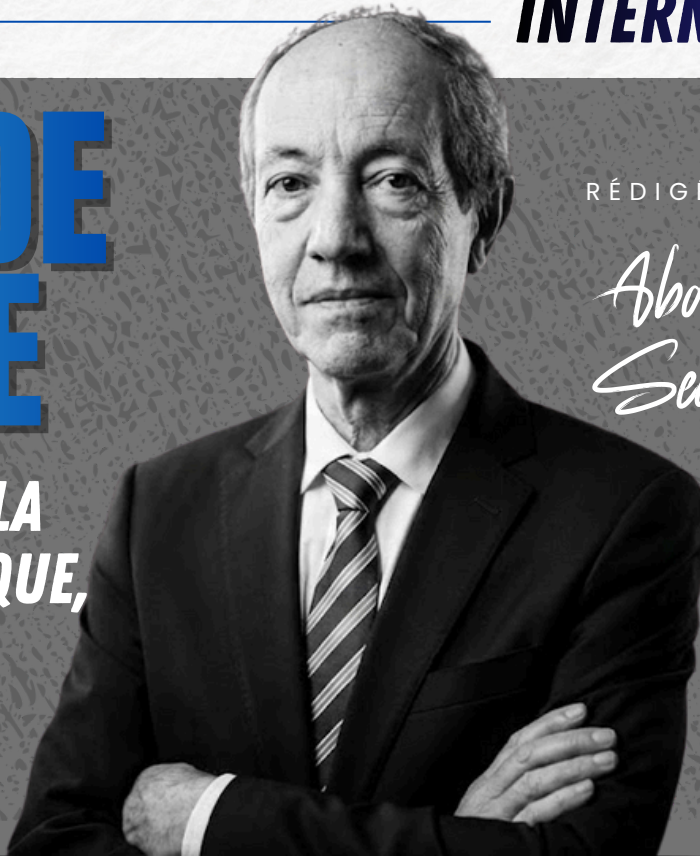
تابعوا أحدث الأخبار وآخر المستجدات بشكل مستمر عبر منصتنا، ولا تفوتوا أي خبر



www.lodj.info

DROIT DE DOUANE

EN DÉCLENCHANT LA GUERRE ÉCONOMIQUE, TRUMP POUSSE LE MONDE VERS L'INCONNUE !



RÉDIGÉ PAR

Abdeslam Seddiki

Il faut reconnaître au Président Américain Trump au moins ce mérite : tenir ses promesses électorales. Il a promis d'appliquer des tarifs douaniers pour défendre l'économie américaine conformément à son slogan de campagne MAGA (Make America First Again). N'épargnant aucun pays, même les plus pauvres de la planète, il a annoncé en direct sur les écrans, dans un décor bien orchestré et une théâtralité qui lui est propre, les taux qu'il compte appliquer pour chaque pays.

Deux groupes de pays sont distingués : les pays avec lesquels les USA enregistrent un excédent commercial auxquels il applique un taux minimum de 10% ; les pays avec lesquels ils dégagent un déficit, les taux appliqués sont estimés au « prorata du niveau de ce déficit. Avec toutefois des ajustements et des cumuls qui ramènent les taux appliqués à des niveaux inimaginables dépassant les 60%.

La méthode utilisée pour procéder à ces estimations n'a rien de scientifique. Elle procède d'un simplisme qui saute à l'œil et confond droits de douane et impôt. De même, en faisant inclure dans les tarifs appliqués les « manipulations monétaires », personne ne pourrait savoir comment il a été procédé pour évaluer la part de ces « manipulations ». Au final, nous sommes en mesure d'affirmer sans risque d'être contredit, que les taux annoncés sont choisis « à la tête du client » en les enveloppant dans un emballage statistique artificiellement élaboré.

Une méthodologie simpliste.

Prenons quelques exemples pour voir l'aberration de cette « méthode » qui est totalement étrange à la littérature économique telle qu'elle est enseignée dans les universités. Le calcul suivi est le suivant : on divise le déficit commercial américain envers un pays par ses importations venant de ce pays, et on multiplie le tout par 100 pour obtenir le taux appliqué par ce pays (ou groupe de pays) à l'Amérique. Pour l'Union européenne (UE), les Etats-Unis ont enregistré un déficit commercial de 235 milliards d'euros en 2024, et ont importé 605 milliards d'euros de marchandises. Soit $235/605$, ce qui donne un ratio de 0,39, donc 39 %. Sur cette base, l'administration américaine, grâce à la « générosité » de Trump, a décidé de diviser le résultat par deux pour fixer les droits de douane qu'elle va imposer. Cela donne 20 % pour l'UE, 34 % pour la Chine, 26 % pour l'Inde, 46 % pour le Vietnam... La palme revient étrangement au Lesotho, à 50 %.

Il faut préciser que ces taux franchement arbitraires viennent s'ajouter à ce qui était déjà en place. Pour l'UE, le droit de douane, de 1,2 % en moyenne, va passer à 21,2 %. Pour la Chine, qui était à 10 % en moyenne pondérée avant l'arrivée de M. Trump à la Maison Blanche, et qui avait déjà subi une hausse de 20 % ces deux derniers mois, le taux final moyen tournera autour des 64 %, en fonction des objets.

Au total, 56 pays, ainsi que l'UE, seront touchés par ces droits de douane spécifiques. Le reste du monde sera imposé à 10 %. Deux pays sont exemptés : le Canada et le Mexique, pour lesquels une taxation de 25 % avait déjà été annoncée dès février (mais uniquement pour les marchandises qui ne sont pas dans l'accord de libre-échange nord-américain).

Par ailleurs, les mesures déjà décidées de taxation douanière de 25 % sur l'acier, l'aluminium et les automobiles restent en place.

Un nouveau monde se profile à l'horizon.

Ce faisant, l'administration Trump a plongé le monde dans l'inconnue. On n'est plus dans l'incertitude comme avant. C'est un monde nouveau qui se profile à l'horizon, celui de la fin d'une mondialisation que d'aucuns qualifiaient de « mondialisation heureuse ». Pour ceux qui en ont profité s'entend et en premier lieu les Etats- Unis. En décrétant la fin du libre-échange avec des droits de douane exorbitants, les grands perdants seraient vraisemblablement ceux-là même qui ont allumé la mèche. On le voit déjà avec les manifestations populaires qui ont eu lieu ce dimanche 6 avril dans les principales villes américaines, l'effondrement des principales bourses mondiales. Apple a perdu en 24 heures 300 milliards \$, soit 12,5 milliards \$ par heure.

Et ce n'est que le début.

Les effets délétères des politique protectionnistes menées à l'aveuglette ne sont plus à démontrer. Une politique protectionniste menée par un pays en voie de développement pourrait se comprendre. Mais venant de la première puissance mondiale, représentant un quart de la richesse du globe et 30% de la consommation mondiale, c'est franchement une mesure suicidaire qui ne se justifie sur aucun plan si ce n'est un moyen de pression pour négocier et obtenir plus d'avantages et de concessions.

Le consommateur américain paiera le prix.

Les premiers à en pâtir sont les consommateurs américains. Les tarifs douaniers augmentent le coût des produits importés, ce qui peut entraîner une hausse des prix. Cela peut déclencher une inflation, car les entreprises répercutent souvent ces coûts sur leurs clients. De même, et contrairement aux prophéties de Trump,

le risque est grand de voir le chômage augmenter dans la mesure où certaines industries qui demandent fortement des importations vont réduire leur activité. En outre, les tarifs peuvent perturber les chaînes d'approvisionnement complexes, entraînant des coûts supplémentaires pour les entreprises et des retards dans la production.

Bien sûr, les pays concernés par ces mesures annoncées unilatéralement, ne vont pas se laisser faire sans riposter. La Chine a d'ores et déjà annoncé des mesures de rétorsion en imposant des droits de douane de 34% sur les importations en provenance de l'Amérique. L'Union européenne est en train de s'organiser pour riposter très prochainement tout en privilégiant la voie du dialogue. Des coalitions entre pays s'organisent à travers le monde pour contrer les mesures de Trump, comme c'est le cas de la réunion tripartite entre la Chine, le Japon et la Corée du Sud. Tout indique au final, que la voie est grandement ouverte vers une guerre commerciale dont les conséquences seraient incommensurables non seulement pour l'économie mondiale, mais également pour la paix mondiale qui est déjà malmenée.



Quid du Maroc ?

Notre pays, quoiqu'en pensent certains esprits bornés, est doublement concerné par ces turbulences qui traversent la planète. D'abord, d'une façon directe à travers l'impact des barrières douanières de Trump même si elles sont à leur niveau minimum de 10%. Ensuite d'une façon indirecte par les effets qu'il subira indirectement de par l'ouverture de son économie sur le reste du monde.

L'instauration du taux de 10% ne se justifie nullement dans le cas du Maroc pour au moins deux raisons. En premier lieu, les deux pays sont liés depuis 2006 par un accord de libre-échange qui demeure, jusqu'à preuve du contraire, en vigueur. En deuxième lieu, ce sont les USA qui ont le plus profité de cet accord du moins sur le plan économique. Ainsi, sur un total des échanges bilatéraux de 73 milliards DH, le Maroc n'exporte vers le pays de l'Oncle Sam que 12,7 milliards et il importe 60,3 milliards DH, soit un taux de couverture de 21%. Si on devait suivre la logique de Trump, les droits de douane auraient été appliqués en sens inverse ! Précisons toutefois que les importations en provenance des USA représentent 8,4% de nos achats à l'étranger alors que les exportations vers ce même pays ne représentent que 3% de nos ventes à l'étranger. Un droit de douanes de 10% aurait peu d'impact sur l'économie marocaine même si le Président de l'ASMEX (Association Marocaine des exportateurs) parle d'une « douche froide ».

Mais là où le Maroc sera sévèrement affecté, c'est à travers les répercussions des effets subis par ses principaux partenaires et en premier lieu la zone euro. On estime, en effet, que la croissance de la zone euro pourrait être amputée de 0,6 à 1,2 point. Ce qui entraîne une situation de récession et par conséquent une baisse de la demande adressée à notre pays. On pourrait rétorquer, à juste titre, que le Maroc, serait à son tour avantagé sur le marché international, par rapport à des pays concurrents soumis à des tarifs douaniers supérieurs, pour améliorer sa compétitivité.

Une mondialisation à visage humain.

En tout état de cause, le gouvernement marocain est appelé à être sur le qui-vive et à redoubler de vigilance au lieu de se contenter de déclarations tranquillisantes en insistant sur la profondeur et l'ancienneté de l'amitié entre le Maroc et les USA. C'est vrai que les relations entre les deux pays transcendent l'économie pour englober le politique et le géostratégique. On ne pourra que s'en féliciter. Mais rien n'empêche de réfléchir à l'avenir de notre pays dans ce nouveau monde qui est en train de se dessiner. Il faut absolument que le Maroc y soit partie prenante. Le débat est ouvert sur la nécessité d'un nouveau multilatéralisme avec de nouvelles alliances, sur la poursuite de la mondialisation sans Trump, mais une mondialisation à visage humain, avec des règles plus équitables et sans puissance hégémonique ...





By Lodj



**REJOIGNEZ
NOTRE CHAÎNE
WHATSAPP.**



POUR NE RIEN RATER DE L'ACTUALITÉ !

www.lodj.ma

GAZA

L'ACCORD DE CESSEZ-LE-FEU, UNE VICTOIRE DIPLOMATIQUE POUR CACHER UN ÉCHEC MILITAIRE.



RÉDIGÉ PAR

Hafid Fassi Fihri

Derrière l'accord de cessez-le-feu, il faudra voir un échec militaire que la Maison Blanche a réussi à transformer en victoire diplomatique .

Le Hamas et Israël se sont mis d'accord jeudi 9 octobre sur la première phase d'un accord. Il devrait permettre un cessez-le-feu à Gaza, la libération de tous les otages israéliens et de prisonniers palestiniens.

La fin de la guerre, elle, est encore très floue car si le soulagement des populations est grand, il subsiste beaucoup de questions essentielles et énormément de zones d'ombres concernant le futur de l'enclave palestinienne.

Il faudra commencer par ne pas rendre à César ce qui appartient à Dieu et reconnaître que Donald a réussi à imposer cet accord de cessez-le-feu, qui n'a absolument rien , à l'heure qu'il est , d'un accord de paix.

Oui , franchement les dirigeants du monde entier se sont contentés de discours, dénonçant et s'indignant mais sans suite ni conséquences ! N'ayant pas réussi à liquider définitivement le Hamas, même en détruisant complètement les infrastructures civiles de la bande de Gaza , Tel-Aviv et la maison blanche entendent faire pression pour obtenir le désarmement du Hamas.

Sauf que le groupe de résistance islamiste avait clairement annoncé au lendemain de l'ultimatum de Donald Trump qu'il ne serait question de désarmement qu'avec la fin de l'occupation.

Beaucoup pensé qu'avec l'ultimatum de Trump, le compte à rebours pour la fin du Hamas était enclenché, sauf que les israéliens n'ont pas réussi à obtenir la mort du Hamas ni par les armes , ni par l'attentat de Doha ni par voie diplomatique.

Avant les pourparlers de Charm el-Cheikh , les cinq exigences clés du Hamas étaient non-négligeables . Le mouvement islamiste avait effectivement posé cinq conditions majeures pour encadrer la libération des otages et garantir la fin du conflit à Gaza .

A la veille des pourparlers cruciaux de Charm el-Cheikh, le quotidien A-Sharq Al-Awsat avait dévoilé les cinq objectifs majeurs que la délégation du Hamas entend défendre lors des discussions, censées ouvrir la voie à la mise en œuvre du plan de cessez-le-feu négocié sous médiation américaine.

Première exigence : le report du calendrier de libération des otages. Selon le journal, le Hamas juge « irréaliste » la remise de tous les captifs en 72 heures, comme le prévoit l'accord proposé. Le mouvement terroriste affirme avoir commencé à localiser les otages encore en vie , ainsi que les dépouilles , et promet qu'aucune célébration publique n'accompagnera leur transfert à la Croix-Rouge.

Deuxième point : le Hamas réclame un calendrier clair et garanti du retrait israélien de la bande de Gaza, avec la garantie que l'État hébreu ne reviendra pas sur ses engagements une fois les otages relâchés.

A la veille des pourparlers cruciaux de Charm el-Cheikh, le quotidien A-Sharq Al-Awsat avait dévoilé les cinq objectifs majeurs que la délégation du Hamas entend défendre lors des discussions, censées ouvrir la voie à la mise en œuvre du plan de cessez-le-feu négocié sous médiation américaine.

Première exigence : le report du calendrier de libération des otages. Selon le journal, le Hamas juge « irréaliste » la remise de tous les captifs en 72 heures, comme le prévoit l'accord proposé. Le mouvement terroriste affirme avoir commencé à localiser les otages encore en vie, ainsi que les dépouilles, et promet qu'aucune célébration publique n'accompagnera leur transfert à la Croix-Rouge.

Deuxième point : le Hamas réclame un calendrier clair et garanti du retrait israélien de la bande de Gaza, avec la garantie que l'État hébreu ne reviendra pas sur ses engagements une fois les otages relâchés.

Troisième revendication : une fin définitive et irréversible des hostilités, appuyée par des engagements écrits de Washington et des médiateurs régionaux interdisant toute reprise des combats.

Quatrièmement, le Hamas propose de remettre ses armes à une autorité palestinienne reconnue, sous supervision arabe, afin d'éviter une mainmise israélienne directe sur le processus. Enfin, la délégation insiste sur le lancement immédiat de la reconstruction de Gaza, avec l'entrée sans entrave de l'aide humanitaire et le déblaiement rapide des décombres.

Ces cinq priorités, selon le quotidien panarabe, visent à transformer le cessez-le-feu envisagé en un accord politique durable, tout en permettant au Hamas de conserver un rôle institutionnel dans l'après-guerre.

De retour de Washington, Netanyahu avait déclaré que l'armée israélienne resterait dans la majeure partie de Gaza et qu'il ne sera pas question d'un futur état palestinien indépendant.

Donald Trump, un va-t-en-guerre sous un masque de « faiseur de paix » !

Le Hamas évite le piège de cristal !

Après une réunion à la Maison-Blanche lundi dernier avec Benjamin Netanyahu, Donald Trump avait présenté son fameux plan pour la paix à Gaza. Un plan modelé sur mesure par Israël !

Un soutien de façade vu les déclarations de Netanyahu, ce qui rendait très minces les chances que ce plan puisse aboutir et très fragiles les perspectives de paix. Un leurre de paix car l'heure de la paix ne peut survenir avec une tentative d'assassinat des négociateurs du Hamas, une première dans l'histoire de l'humanité, et surtout avec un ultimatum et des menaces !

Si la proposition américaine cherche à imposer un leurre de paix, c'est que l'heure de la paix est encore très lointaine car le parrain militaire et financier de Tel-Aviv garde le doigt sur la gâchette comme menace si le Hamas refusait de capituler et d'accepter la Pax Americana.

Dans ces conditions, comment le Hamas peut-il accepter un tel accord si Netanyahu persiste dans son entêtement à poursuivre la politique de l'extrême droite et la stratégie de la colonisation et des annexions !?

Il s'agit bel et bien d'un piège de cristal car si le Hamas accepte, ce serait une capitulation pure et dure et ce serait pour ce groupe de résistance signer son arrêt de mort, sans aucune garantie d'amnistie et d'un possible acharnement du Mossad pour des liquidations physiques.

Par contre, si le Hamas refuse, la communauté internationale lui fera porter la responsabilité de n'avoir pas saisi cette opportunité de mettre fin à la guerre.

Mais, en posant et en imposant ses conditions le Hamas a su éviter le piège de cristal et sort très renforcé après cette négociation.



Dans les faits, sur le terrain la machine de guerre sioniste n'a pas réussi à vaincre le Hamas même en détruisant la bande de Gaza et en bombardant tous azimuts bâtiments , écoles, hôpitaux et autres infrastructures !

Le président américain avait carrément ignoré et volontairement méprisé les suggestions des pays musulmans qui regrettent notamment que le retrait israélien de la bande de Gaza ne soit pas encadré par un calendrier précis.

Depuis , la frustration domine dans les capitales arabes car entre le texte que leur avait esquissé Donald Trump, le 23 septembre, à New York, et celui diffusé par la Maison Blanche lundi, des amendements substantiels ont été introduits sous la dictée israélienne.

Modelé sur mesure par Israël , ce plan qui dépossède les Palestiniens de leur destin comporte des zones d'ombres , un piège de cristal que le Hamas évite avec bravoure !!

Le plan Trump pour Gaza dépossède effectivement les Palestiniens de leur destin et comporte des zones d'ombres !

L'obsession du président des États-Unis pour le prix Nobel de la paix, renouvelée par la signature de son « plan » pour Gaza , peine à masquer la réalité : le milliardaire a surtout lancé, encouragé et légitimé des guerres , ce qui en fait un va-t-en-guerre sous son masque de « faiseur de paix »

Avec Donald Trump qui considère comme une insulte à l'Amérique le fait qu'il ne reçoive pas le prix Nobel de la paix , on est franchement en plein dans une dérive fasciste , autoritaire et délirante.

Une dérive qui prend en otage l'Amérique et la planète tout comme la folie, barbare et meurtrière , de Netanyahou et de l'extrême droite qui prend en otage les israéliens et l'ensemble du proche Orient.

Pour le reste, on verra bien combien de jours va tenir cet accord de cessez-le-feu qui demeure très fragile car il fait l'impasse sur des questions essentielles



By Lodi
CONTRIBUTEURS
DU NUMÉRO

RETRO
RETRO
RETRO
RETRO

ADNANE
BENCHAKROUN



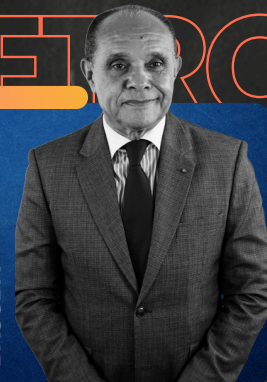
MUSTAPHA
SEHIMI



AZIZ
BOUCETTA



AZIZ
DAOUDA



MOHAMMED
YASSIR MOULINE



AZ-EDDINE
BENNANI



MOHAMED AIT
BELLACHEN



MAMOUNE
ACHARKI



SAÏD
TEMSAMANI



ABDESAM
SEDDIKI



SALMA
LABTAR



NISRINE
JAOUADI



BRAHIM
OULD ERRACHID



NAÏM
KAMAL



ADNAN
DEBBARH



HAFID FASSI
FIHRI



By Lodi
DEBATS

WWW.LODJ.MA

LODJ

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



By Lodj

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

Pressplus est le kiosque 100 % digital & augmenté
de L'ODJ Média, groupe de presse Arrissala SA
magazines, hebdomadaires & quotidiens...



www.pressplus.ma